T2137-463-6,00 F

ISSN 0026-9433

C.I.R

le monde libertaire

hebdo

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N° 463 JEUDI 25 NOVEMBRE 1982 6,00 F

AVEC LES SOCIALISTES,
LE FICHAGE POUR TOUS

Affiches en vente à Publico

Libérons Roger Noël (Relations internationales) : 5 F l'unité ; 0,70 F à partir de 10 exemplaires.

Autogestion (groupe Malatesta) : 5 F l'unité ; 0,70 F à partir de 10 exemplaires.

Les élections ne changeront rien. Ne comptons que sur nous-mêmes (groupe d'Angers) : 5 F l'unité ; 0,70 F à partir de 10 exemplaires.

Occupez-vous de vos affaires (autogestion) (groupe Jacob) : 0,70 F à partir de 10 exemplaires.

Un rendez-vous avec l'anarchisme (groupe Jacob) : 0,95 F au-dessous de 100 exemplaires ; 0,90 F entre 100 et 500 exemplaires ; 0,85 F au-dessus de 500 exemplaires.

Unité ouvrière vers la grève insurrectionnelle et autogestionnaire (groupe Kropotkine) : 2 F l'unité ; 1 F à partir de 10 exemplaires.

Que personne ne décide à notre place (groupe de Montreuil) : 5 F l'unité ; 0,70 F à partir de 10 exemplaires.

Autogestion (groupe Fresnes-Antony) : 5 F l'unité ; 0,70 F à partir de 10 exemplaires.

Le pouvoir est tranquille, sa machine électorale il l'a construite lui-même (groupe Sacco-Vanzetti) : 5 F l'unité ; 0,70 F à partir de 10 exemplaires.

Voter c'est abdiquer (groupe de Marseille) : 5 F l'unité ; 0,70 F à partir de 10 exemplaires.

Libérons les ondes (secrétariat de Radio-Libertaire) : 5 F l'unité ; 0,95 F à partir de 10 exemplaires.

Lisez le « Monde libertaire hebdo » 12 pages (administration) : 5 F l'unité, 0,70 F à partir de 10 exemplaires.

Nouvelle adresse 145, rue Amelot (administration) : 5 F l'unité ; 0,70 F à partir de 10 exemplaires.

Bandeaux :

Lisez « Le Monde libertaire » : 0,15 F.

Ecoutez Radio-Libertaire : 0,15 F

Les frais de port sont inclus dans ces tarifs.

PARIS ET RÉGION PARISIENNE :

• Le groupe de Villejuif-Vitry assurera désormais deux ventes du M.L. L'une le samedi matin de 10 h à 12 h sur le marché Romain-Rolland à Villejuif ; l'autre à la gare de Vitry, de 17 h à 18 h 30 le vendredi.

• Le groupe Fresnes-Antony organise une vente du M.L tous les dimanches matin, de 10 h à 12 h, au marché d'Antony.

• Le groupe Kropotkine assure des ventes du ML les jeudis, de 17 h 30 à 19 h à la gare du Val d'Argenteuil et les vendredis, de 17 h 30 à 19 h, à la gare d'Argenteuil.

• Le groupe de Bobigny-Drancy assure des ventes du ML au métro Fort d'Aubervilliers les mercredis de 17 h à 19 h et au métro Eglise de Pantin les vendredis de 17 h à 19 h.

• Le groupe Jacob tient ses ventes du *Monde libertaire* au métro Place d'Italie (sortie V. Auriol) dans le 13e, le jeudi, de 17 h à 19 h et à Saint-Michel, chaque deuxième samedi du mois.

• Le groupe libertaire de Versailles assure la vente du *Monde libertaire* tous les mercredis à la gare de Versailles-Chantiers, de 17 h 30 à 18 h 30, et tous les dimanches au marché principal de Versailles (sous le « Printemps »), de 10 h à 13 h. Une table de vente des brochures éditées par les groupes de la FA est proposée chaque dimanche au marché. Pour tout contact, n'hésitez pas à nous écrire : boîte postale 15, 78151 Le Chesnay Cedex.

• Ventes du M.L. à Orsay-Bures tous les dimanches matin au marché des Ulis, de 10 h 30 à 11 h 30.

PROVINCE :

• Le groupe de Rouen assure des ventes du ML les dimanches matin, de 10 h à 12 h, au marché de Sotteville, de 10 h 30 à 12 h au Clos-Saint-Marc, de 12 h à 13 h au R.U. du Panorama.

• Le groupe Région toulonnaise assure une vente du ML, ainsi que la tenue d'une table de presse les dimanches matin, tous les quinze jours, au marché aux puces de Toulon (La Valette) ; ainsi qu'une nouvelle vente avec table de presse, le vendredi, de 12 h à 13 h 30, à l'université de Toulon la Garde (hall principal).

• La liaison F.A. de Béziers assure chaque vendredi, de 15 h à 18 h, la vente du ML ainsi que des brochures, livres, affiches..., sur les allées Paul Riquet à Béziers.

• Vente du ML par le groupe d'Aubenas, lors de la table de presse, le samedi matin, de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas.

• Vente du ML à Chartres, le premier dimanche du mois sur le marché.

• Le groupe de Beauvais effectue une vente du ML le samedi matin de 10 h à 12 h sur le marché, place des Halles, à Beauvais.

• Les points de vente du groupe « Elisée Reclus » à Angers ont lieu : le lundi soir, à 18 h 45 au R.U. de Belle Beille ; le mercredi midi devant le lycée Chevrollier ; le vendredi soir à la permanence du groupe ; le samedi, à partir de 11 h, place Louis-Imbach, marché aux puces, devant l'annexe de la Bourse du travail (table de vente de livres en même temps).

• Le groupe anarchiste de Noyon assure ses ventes les samedis de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Noyon.

• Le groupe « Albert Camus » de Toulouse vend le ML tous les dimanches place Saint-Sernin, de 10 h 30 à 12 h.

Un moyen original de propagande en faveur de l'hebdomadaire de la Fédération anarchiste : le calendrier 1983 du *Monde libertaire* :

Un choix de douze premières pages du *Monde libertaire* et une couverture, éditées par le groupe Jacob de la FA sur papier glacé, format 30 × 40, en deux couleurs : noir et rouge. Prix : 20 F + frais de port : 5,80 F. Il est disponible à Publico, 145, rue Amelot, Paris-11e.

COMMUNIQUÉS

• Le groupe A. Camus de Toulouse demande aux libertaires du Sud-Ouest intéressés par les actions de la FA d'envoyer leurs coordonnées aux RI afin de pouvoir les inviter à une réunion d'information qui se tiendra à Toulouse.

• Un groupe de la FA est en formation sur Nîmes et le Gard. Nous invitons les libertaires intéressés à prendre contact avec nous par le biais des RI.

• Bientôt une feuille d'expression libertaire dans le Nord-Pas-de-Calais. Les groupes de Lille et de Valencienne demandent aux camarades susceptibles de les aider dans la rédaction et la diffusion de cette feuille de bien vouloir les contacter par l'intermédiaire des R.I.

• Dans la Somme, le mouvement anarchiste n'est actif que dans une grande ville : Amiens. De nombreux groupes ou liaisons doivent se créer dans tout le département, ou du moins dans chaque ville importante. Dans cet esprit, une liaison « Est de la Somme » vient de se créer dans le but de créer et de coordonner une activité libertaire autour des villes Péronne et Roisel. Anarchistes, libertaires et sympathisants de cette région, prenez contact avec la liaison par l'intermédiaire des Relations intérieures de la F.A. ou du groupe anarchiste d'Amiens (F.A.).

• Une liaison vient d'être créée dans les Yvelines et plus précisément à Mantes-la-Ville. Tous les sympathisants intéressés peuvent prendre contact par l'intermédiaire des R.I. Collages et ventes du ML régulièrement.

Rédaction-Administration
145, rue Amelot, Paris 11e
Directeur de publication
Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, Paris 20e
Dépôt légal 44 149 - 1er trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Poster édité par le groupe Bakounine, en deux couleurs : noir et rouge. Format : 45 × 62. Prix : 10 F l'unité ou 7 F à partir de 10 exemplaires. Commandes à adresser à ADIL, groupe M. Bakounine, BP 284, 17312 Rochefort Cedex (chèques à l'ordre de ADIL). En vente à Publico.

PARIS

Les groupes Varlin et Louise-Michel continuent leur série de cours de formation. Ils se tiendront au 72, avenue Félix-Faure (Paris-15e), à 20 h. Les thèmes abordés seront :

- *la violence révolutionnaire*, le mardi 30 novembre.
- *les anarchistes dans le combat social*, le mardi 7 décembre.

COMMUNIQUÉ

Le groupe d'Agen de la F.A. invite tous les libertaires ainsi que tous les antimilitaristes disponibles à manifester leur soutien au militant d'*Avis de Recherche*, Richard Laurent, qui, insoumis au service national, est actuellement à la prison d'Agen. Richard Laurent comparaîtra dans un premier temps en procès pour « usage de faux papiers », au tribunal civil de Marmande (Lot-et-Garonne), le jeudi 2 décembre.

On peut correspondre avec le groupe libertaire d'Agen de la FA en écrivant à : Cercle d'études libertaires, BP 336, 47000 Agen Cedex.

BONDY

Le groupe Sevran-Bondy organise, avec l'association TGV, une réunion d'information sur la gratuité des transports en commun. La gratuité est-elle possible ? Que remet-elle en cause ? Venez en discuter vendredi 26 novembre, à 20 h 30, au centre Alfa, 3, allée des Pensées, 93 Bondy.

ANGERS

Le groupe d'Angers de la Fédération anarchiste organise, le mercredi 1er décembre, à 20 h 30, à la faculté des Sciences, une projection du montage audio-visuel *Espagne 36*, suivi d'un débat sur la révolution espagnole.

MONTREUIL

Dimanche 12 décembre, de 18 h à 22 h, à la Maison ouverte, 17, rue Hoche (m° Mairie de Montreuil, sortie av. Pasteur), le groupe de Montreuil-Rosny de la FA organise la fête du *Riflard*, avec une allocution d'un militant de ce groupe sur la situation actuelle, et notamment locale, et avec la participation des chanteurs Serge Utge-Royo, Louis Capart (sous réserve) et Daniel Vaché.

DRANCY

L'ADIP et le groupe Bobigny-Drancy organisent une réunion-débat sur le système éducatif, le jeudi 25 novembre à 20 h 30. Cette réunion se tiendra à la salle Paul Eluard (station Elf), 144, rue Roger-Salengro à Drancy. Bus : 148, 151, 173, 354.

VERSAILLES

Réunion publique organisée par le groupe de Versailles de la Fédération anarchiste au centre

Le mardi 7 décembre aura lieu une réunion publique organisée par le groupe de Versailles, au centre Huit, 8, rue de la porte de Buc (gare des Chantiers) à 20 h 45. Le thème abordé sera : *La religion : négation de l'individu ?*, avec la participation de la Libre-Pensée, de la FA et d'un ecclésiastique (sous réserve).

ANGERS

A partir du vendredi 26 novembre, à 19 h 30, sur Radio-Gribouille (95,15 MHz), émission du groupe d'Angers de la F.A., et ceci tous les 15 jours.

Abonnez-vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
13 n°	70 F	80 F	100 F
25 n°	130 F	150 F	190 F
50 n°	250 F	280 F	350 F

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction Administration
145 rue Amelot 75011 Paris
Tél. 805.34.08.

Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....
N ..... Rue .....
Code postal ..... Ville .....
à partir du N ..... (inclus). Pays .....
O Abonnement O Réabonnement O Abonnement de soutien
Règlement (à joindre au bulletin):
O Chèque postal O Chèque bancaire O Mandat-lettre
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

en bref...en bref...

• Le personnel des PTT de Vierzon-Principal, en action pour obtenir un minimum de respect dans ses conditions de travail, a décidé depuis le mercredi 27 octobre de faire une pause d'aération de deux heures, avant de prendre le service.
Pour le respect des usagers et du personnel PTT, un bureau PTT adapté aux besoins de la population est exigé.
Le personnel en action demande une commission d'enquête pour mettre au grand jour la vétusté et l'insalubrité des locaux de Vierzon-Principal et est déterminé à faire aboutir ses revendications avec des moyens originaux et appropriés pour se faire entendre et obtenir gain de cause.

• Table ronde le 30 novembre 1982, de 9 h 30 à 18 h, au Centre d'études arctiques, 19, rue Amélie, 75007 Paris. Table ronde sur les minorités ethniques dans l'Etat et la nation. Téléphone : 259.85.72.

• Le numéro 7 d'*Infos et analyses libertaires* est paru. Au sommaire : expulsion d'immigrés, l'affaire du Coral, Le Grand Magic Circus, le nucléaire, etc.
Vous pouvez vous abonner pour cinq numéros.
Chèques à l'ordre de C. Fleuriot.
Abonnement normal : 20 F ;
abonnement militant : 25 F ;
abonnement de soutien : 50 F.
Pour tout renseignement :
FA-CES, BP 4030,
34325 Périgueux Cedex.
Infos et analyses libertaires est édité par le Groupe anarcho-syndicaliste de Perpignan et le groupe de Béziers de la Fédération anarchiste.

• Le groupe Proudhon, de Besançon, prend en charge une émission radiophonique, tous les mois sur Radio-BIP (103 MHz). Ces émissions se nomment « A Rebrousse-poil ». Vous pouvez leur téléphoner au 83.38.81.

LIBERTÉ D'EXPRESSION

La liaison professionnelle ORTF de la Fédération anarchiste a fait parvenir à la Haute Autorité, chargée de veiller sur le « bon » fonctionnement des radios et télévisions d'Etat la lettre suivante :

Paris, le 15 novembre 1982,

Madame, messieurs de la Haute Autorité,

Les militants libertaires et anarcho-syndicalistes du groupe ORTF sont outrés de la conception qu'ont les différentes rédactions du « pluralisme ».

En effet, leur absence délibérée et permanente de toute manifestation dès qu'elles sont organisées par la Fédération anarchiste nous conforte dans notre analyse, à savoir : la gauche a, certes, de beaux discours, mais qui sonnent creux lorsqu'il s'agit de les mettre en application.

Le pluralisme, la liberté d'expression, le grand service public dont vous nous rebattez les oreilles depuis mai 1981 n'existent pas, nous l'avons constaté une fois de plus le 11 novembre et nous le déplorons sans en être étonnés.

Le pouvoir corrompt (Louise Michel).

Liaison professionnelle ORTF de la Fédération anarchiste

Copies aux présidents de Radio-France, FR3, TF1, Antenne 2.

Antimilitarisme

DES NOUVELLES DU FRONT

LE 13 novembre, les murs d'Avesnes-sur-Helpe et de Fourmies furent recouverts d'affiches signalant qu'un procès aurait lieu à Avesnes le 17 novembre. Dans des petits bourgs tranquilles, des affiches parlant d'objection de conscience, d'antimilitarisme, et signées Fédération anarchiste, ça se remarque !

Le 17, la patronne du café qui fait face au tribunal annonça qu'à 14 h il risquait d'y avoir du monde car « on avait fait pas mal de publicité ».

Lycéennes contre toutes les guerres, jeunes venus pour voir, futurs appelés se posant des questions, au moins treize personnes d'Avesnes et de ses environs s'étaient déplacées pour le procès de Pascal Dubois. Lorsqu'on a ajouté les copains et les militants venus le soutenir et les personnes concernées par les autres affaires, la salle d'audience s'est vite montrée nettement insuffisante pour l'accueil. Heureusement que la dizaine de pandores et les maîtres-chiens avec leurs colosses se contentèrent des couloirs.

Trois affaires furent jugées avant Pascal. Pour la première, un petit casse avec vol de voiture. Le procureur demanda, au nom de la clémence, six mois de prison ferme..., le condamné, sans emploi et sans qualification, ayant enfin trouvé une formation à sa sortie de prison : l'armée.

A la suivante, le procureur se défoula contre les « fourmis espagnoles » qui passent par petites quantités la drogue.

La troisième lui permit de se défouler en se moquant d'une personne actuellement soignée en hôpital psychiatrique et qui était jugée pour attentat à la pudeur avec violence.

Vint ensuite le procès pour objection-insoumission. Pascal, très clair, revendiqua son combat et exposa ses raisons. Il parla du rôle de l'armée, des ventes d'armes, du Tiers-Monde, de la situation des objecteurs de conscience et de leur exploitation, du service civil, sa durée, sa discipline, son but. Deux témoins le suivirent à la barre. Le premier aborda la vie de Pascal, le second le travail qu'il fait actuellement au Centre de formation pour adultes où il est stagiaire.

Le procureur, à son tour, entra en scène en bondissant de part et d'autre de son pupitre, tel le gendarme de Guignol. Après une attaque en règle contre le pouvoir actuel qui ne défendait pas assez, pour lui, l'ordre (nouveau ?), tout y passa : « mauvais Français... habile coquin..., parasite », pour finir par un : « mon vieux, il n'y aurait que moi, ce serait un an de prison, refus, re-un an, re-service, un an de prison, etc. » Il était scandalisé car il avait reçu des menaces des « Français anarchistes » (sic). Les menaces : « Cessez immédiatement les poursuites... » Il ne comprenait pas pourquoi certains n'iraient pas à l'armée. Son fils, lui, revenait des « trois jours » (une petite larme de sa part : il ne dure plus qu'un jour et demi et les appelés sont indemnisés) et partait faire son devoir à Mont-de-Marsan chez les paras ! En le voyant rouge et fulminant, on avait tendance à chercher les infirmiers venus accompagner la personne jugée pour attentat aux mœurs.

Maître Jacoby assura la défense de Pascal. Pauvre petit procureur ! tous ses arguments furent démontés un à un. Visiblement, il ne faisait pas le poids. Son combat d'arrière-garde réactionnaire paraissait encore plus ridicule. En annonçant que depuis de nombreuses années, il défendait des anarchistes et qu'il s'en glorifiait, Jacoby remit la situation en place et démonta les pseudo-menaces reçues. Il expliqua que c'était grâce à des personnes comme Pascal que les choses avançaient. Il prit comme exmple le procès de Bobigny qui permit de ne plus être condamné pour interruption volontaire de grossesse. « Je suis contre », tonna le procureur. Et les mères d'objecteurs-insoumis ? Le jugement est mis en délibéré pour le 1er décembre.

Le ministère de l'Agriculture espérait briser le soutien en jugeant désormais les objecteurs sur leur lieu d'affectation à la place du lieu d'habitation. Il en est pour ses frais. Non seulement le soutien fut maintenu, mais en plus il permit de parler d'anarchisme et d'antimilitarisme dans des régions où, d'après un jeune, « il ne se passe jamais rien ». Des informations furent données et des adresses échangées. Merci, vous nous donnez un moyen d'étendre notre propagande. Nous vous donnons rendez-vous pour le prochain procès.

Bernard
(groupe Sacco-Vanzetti)

Editorial

LA politique sociale du gouvernement vient de subir successivement plusieurs revers de taille, dont le plus important est l'échec des négociations patronat-syndicats concernant le déficit de l'UNEDIC.

Les organisations syndicales avaient, c'est le moins qu'on puisse dire, fait de gros efforts pour en arriver à accepter, tous ensemble lors de la dernière réunion paritaire, que les économies réalisées sur les prestations atteignent dix milliards de francs. Le patronat en voulait dix-sept, continuant de refuser l'augmentation des cotisations décidée récemment par le gouvernement. Cela n'a pas suffi pour contenter les gros appétits patronaux qui ont rompu les négociations, laissant ainsi le soin au gouvernement de prendre les dispositions qui s'imposent. Fidèle à sa politique de compromis, le pouvoir a donc décidé d'appliquer un programme de restrictions devant permettre de réaliser treize milliards d'économies.

C'est le genre de décision qui réussit invariablement à mécontenter tout le monde !

Il est à souhaiter que, en signe de représailles, le gouvernement ne mettra pas en application les grandes réformes qu'il envisage dans le but d'alléger les charges sociales des entreprises. Le CNPF n'ayant pas respecté l'accord tacite conclu avec Mauroy, celui-ci pourrait, de toute bonne foi, renoncer à ce nouveau cadeau de cinq milliards que constitue la prise en charge par les organismes de crédit d'une partie des intérêts que les entreprises paient pour leurs emprunts. Il est pourtant certain que ces mesures seront appliquées, tout comme le passage progressif des cent milliards d'allocations familiales de la charge des entreprises à celle des ménages par le biais de la fiscalité.

Un autre revers subi par la politique de Mauroy, c'est la sortie du blocage des salaires. Contrairement aux prévisions optimistes du gouvernement, les négociations traînent dans la plupart des branches. Seuls quelques secteurs peu importants sont parvenus à une conclusion ; encore les accords en question sont-ils insuffisants et ne recueillent-ils pas plus de signatures syndicales que par le passé. Quant aux secteurs les plus importants, les syndicats rechignent d'autant plus à accepter une baisse du pouvoir d'achat que les élections prudhomales approches...

Dans la fonction publique, il aura fallu que le gouvernement s'engage à maintenir le pouvoir d'achat d'ici fin 1983 pour que presque toutes les fédérations syndicales se déclarent satisfaites.

Une telle situation laisse mal augurer de l'avenir. En effet, les concessions gouvernementales ne sont guère que des promesses qui ne seront peut-être pas tenues. Qu'on se souvienne de l'accord salarial signé en 81 par la FEN, FO, la CFTC et les autonomes et que le gouvernement a purement et simplement annulé pour bloquer les salaires ! Rien ne prouve qu'il ne renouvellera pas cette expérience en 83.

Les travailleurs risquent de plus en plus de se sentir trahis par des directions syndicales qui les appellent à la grève pour appuyer des revendications auxquelles elles renoncent dès la première négociation. C'est à eux qu'il appartient de faire entendre leur voix.

COMMUNIQUÉ

LE groupe Albert Camus de Toulouse tient à affirmer sa solidarité avec les membres du CRA, en grève de la faim depuis le 15 novembre. Leur lutte rejoint en bien des points notre combat pour une société autogérée, libérée des normes de l'Etat et de ses institutions. Dans le cadre de cette solidarité, nous leur laissons la parole.

Groupe Albert Camus

Nous avons entamé depuis le lundi 15 novembre une grève de la faim dans les locaux de Canal sud, radio libre, cela en vue d'obtenir la libération immédiate des inculpés du Coral — Claude Sigala et Jean-Noël Bardy — accusés d'attentat à la pudeur sans violence sur mineurs de moins de 15 ans et d'excitation de mineurs à la débauche. Nous, Collectif réseau alternatif, pensons être victimes d'une machination politique, relayée par la presse, visant à détruire une lutte de plusieurs années contre tous les enfermements et en particulier l'enfermement psychiatrique et institutionnel.

Nous rappelons que le CRA accueille depuis des années des enfants, adolescents, adultes en difficulté, et cela sans agrément. C'est un espace de libertés qui est remis en cause depuis le 18 octobre 1982, date de l'arrestation de nos amis.

Pour la réhabilitation du réseau, de l'alternative et de nos camarades inculpés.

Le CRA
(Collectif réseau alternatif)

Adresse des grévistes de la faim : Radio Canal sud, 40, rue Alfred Dumeril, 31400 Toulouse. Tél. : 16(61)52.58.49.

à rebrousse-poil

Estampage chinois

Pour connaître l'avenir, pour se transporter dans le futur, la boule de cristal, les tarots, le marc de café, les horoscopes traditionnels sont désormais des procédés bien dépassés. L'heure est au Zodiaque chinois.

Les éditeurs spécialistes annoncent : « Pour la première fois, tout ce que vous devez savoir sur votre signe chinois : Rat, Buffle, Tigre, Dragon, Cheval, etc. Comment trouver votre compagnon de route ». Toute la lumière viendra, du ciel, éclairer « votre comportement amoureux, professionnel, vos chances de réussite ».

Soyons donc dans le vent, ce vent qui souffle de l'Est lointain, chargé de spiritualisme et de transcendance et qui permet déjà à tant d'âmes occidentales sensibles de goûter aux délices du zen.

« Soixante-quatre oracles apportent une réponse personnalisée à toutes les questions ». Tous les détails... en douze volumes, s'il vous plaît ! Les éditeurs lancent une grande campagne de pub. Ils gardent, eux, les pieds sur le sol, la culture des poires restant une activité très terre à terre !

Le re-Tourné à la terre

Monsieur Tourné, député communiste des Pyrénées orientales, s'inquiète des achats de terre française par des étrangers. Il a posé à ce propos une question angoissée au ministre de l'Agriculture.

Selon Edith Cresson, en cinq ans ces acquisitions ont porté sur 5 500 hectares, soit 0,17% du patrimoine foncier. De quoi en être tout re-Tourné !

Monsieur le député et son parti ne veulent que des hobereaux bien français, des propriétaires terriens qui n'emporteront pas, hors de l'Hexagone, notre patrimoine à la semelle de leurs souliers !

Achetons, produisons, exploitons français ! Quel labourage de crâne !...

Pauvre télé

Discussion très sirupeuse sur l'argent, l'autre soir à Antenne 2, après la diffusion du film *Le Sucre*. A l'occasion, *Les Dossiers de l'écran* avaient réuni un aréopage distingué composé d'individus aux situations bien assises. A l'exception, toutefois, d'un brave homme, employé de Creusot-Loire en pré-retraite qui, tout au long de sa « carrière », n'avait jamais gagné guère plus que le SMIC, avait élevé treize enfants, et construit de ses propres mains, avec sa femme, une maison de dix-sept pièces...

Le baron Philippe de Rotschild se vautrait littéralement sur la table pour mieux examiner cette bête curieuse dont le labeur avait permis à un autre baron, Empain, de se sucrer. François de Closets (j'allais écrire Walter au lieu de François), l'homme qui gagne « toujours plus » en vendant des bouquins, semblait émerveillé. Un patron milliardaire, assis aux côtés de l'ouvrier modèle, s'écria : « Monsieur, je vous comprends, j'ai connu les mêmes difficultés que vous, enfin presque !... » Quel cinéma !

Tout ce beau monde trouvait parfaitement justifié l'enrichissement par le « travail » (celui des patrons, bien sûr), le talent, la compétence, etc. Personne, et surtout pas un jeune économiste socialo ami de Rocard, n'évoqua l'enrichissement par l'exploitation du travail salarié. Sujet tabou, sans doute, à la télé socialiste. Ce n'est pas demain qu'elle permettra au télespectateur de s'enrichir l'esprit.

Bonté divine

Sa Sainteté a achevé son tour d'Espagne encycliste par la région de Valence, pays qui vient de connaître des innondations dévastatrices et meurtrières. Des sinistrés ont échappé à la mort en grimpant sur une colline où se trouve justement un sanctuaire. Jean-Paul n'a pu moins faire que d'y venir remercier la Providence.

Celle-ci organise, de temps à autre, pour se distraire sans doute, de joyeuses festivités telles que tremblements de terre, éruptions volcaniques, tornades et typhons, épidémies de choléra, on en passe et des meilleures. Mais, notez-le, elle intervient toujours à temps pour qu'il y ait des rescapés. Ce qui est la preuve de son infinie bonté.

Merci Seigneur...

S.B.

Patrons, ouvriers, même combat

En ces temps d'austérité, la fédération partronale du Var vient de lancer, à grand renfort de publicité, une campagne d'affichage se montant à plusieurs millions de francs. Cette campagne, qui se veut psychologique, aborde différents thèmes tels que l'absentéisme, la participation, la concertation, etc. Le but recherché étant une plus grande coopération entre l'ouvrier et son patron. Quant aux syndicats, ceux-ci restent muets. Mais qui s'en serait douté ?

B.N.

SUITE à des informations données par moi-même à l'antenne de Radio-Libertaire (1), informations ayant entraîné des réactions violentes des intéressés, j'aimerai donner les précisions suivantes.

Non, le SNPGS (Syndicat national des peintres, graveurs, sculpteurs) n'est pas manipulé par le PCI ! Syndicat fondé par des membres du PCI, le secrétaire général est membre du PCI ; le secrétaire général adjoint est membre du PCI ; le délégué général est membre du PCI ; et sur treize membres du bureau national à l'époque où j'en faisais partie, cinq étaient membres du PCI ; un autre de ces membres y a adhéré depuis.

Après cela, le SNPGS n'est pas manipulé par cette organisation trotskyste ! Ceci étant dit, l'orientation du syndicat vient d'être décidée en commission nationale ce qui veut dire qu'un groupe restreint de personnes à forte proportion PCI a décidé de l'orientation du syndicat. Cela non plus ce n'est pas de la manipulation politique. L'orientation d'un syndicat véritablement indépendant et libre se décide en congrès.

Non, le CRESSAP n'est pas manipulé par le PCI. Le CRESSAP, émanation du SNPGS, son président est membre du PCI comme le délégué général, et sur trois délégués permanents, deux sont, à ma connaissance, membres du parti trotskyste.

Quant au comité de rédaction, six membres sur dix sont membres de ce parti. Le directeur de la publication est le délégué général sus-cité.

Après ça, le CRESSAP n'est pas manipulé par les trotskystes !

Non la Jeune Peinture Jeune Expression (JP-JE) n'est pas manipulé par le PCI. Trois postes clés du comité sont tenus par des membres du PCI. Le président, un des deux vice-présidents et le secrétaire général.

Quant aux autres membres du comité, je ne les connais pas assez pour dire qu'elle est la proportion de membres du parti trotskyste, bien que je sache qu'il y en a au moins trois. Il y en a certainement beaucoup plus.

Ceux qui, comme moi, ont participé au congrès de la JP-JE ont vu de quelle façon les débats étaient menés et pris en main, en fait, par la même personne qui manipule toutes ces organisations.

Au PCI, il y a des chefs, comme dans tous les partis staliniens (Staline n'étant jamais qu'un trotskyste qui a réussi).

Le PCI manipule d'autres organisations : l'UNAP (2) (émanation du SNPGS), mais je n'ai pas actuellement grands renseignements si ce n'est que rien ne se fait au CACRP sans l'accord du grand manitou de toutes ces organisations. Je rajouterai quand même que le PCI ne manque pas de souffle pour fonder un Comité des artistes contre la répression en Pologne (CACRP), alors que lorsque l'occasion se présentera, ils joueront les Jaruzelski (cf. l'attitude de Trotsky face à Kronstadt et à Makhno).

En résumé, je dirai qu'on trouve aux postes clés de toutes ces associations toujours les mêmes noms. Ces associations multiples sont des associations écran permettant d'attirer les gogos qui servent malgré eux les besoins de la cause du PCI. Ça permet au parti trotskyste d'appuyer son action politique au nom de ces associations plus ou moins importantes et, de plus, d'y faire des adhérents. La multiplicité de ces associations permet également d'attirer les gogos avec des arguments totalement différents et parfois même diamètralement opposés. Par exemple, le SNPGS a demandé au ministère de la Culture que la FIAC et la Biennale des antiquaires soient virées du Grand Palais (3), cela par démagogie vis-à-vis des artistes et des associations qui réclament le Grand Palais. En revanche, la JP-JE appâte ses adhérents en leur disant : « Venez exposer chez nous, car cette année nous sommes au Grand Palais où ont lieu de grandes manifestations de prestige comme... la FIAC ou la Biennale des antiquaires (4). Double jeu !

Ces nombreuses associations permettent également de faire signer lettres et pétitions dont l'origine n'est pas toujours dévoilée. Je pourrais développer là-dessus en citant des exemples et même des noms, mais pour aujourd'hui je m'en tiendrai là.

En fait, ce que ne m'ont pas pardonné les militants de ce parti, c'est d'avoir dévoilé le dessous des cartes. Je ne pouvais pas faire autrement : l'orientation de nos émissions étant l'information des artistes plasticiens, cette information doit se faire à tous les niveaux, même politique, de façon à ce que les collègues décident en connaissance de cause et ne soient pas utilisés sans le savoir. Libre à eux ensuite de faire ce qu'ils désirent. Quant à nous, nous ne nous sommes jamais cachés d'être une radio anarchiste.

Je ne terminerai pas cet article sans dire ici que depuis que nous faisons des émissions sur Radio-Libertaire (5) — Jean Touzot et moi-même —, nous avons eu une liberté totale d'action et de parole. S'il nous est arrivé d'être en désaccord sur des problèmes organisationnels avec nos camarades, jamais nos libertés d'action et de parole n'ont été remises en question. On nous sait anarchistes sincères et on nous fait confiance, je pense avec raison. En revanche, je peux dire, ayant vu comment cela se passe, qu'au bureau national d'une organisation manipulée par les trotskystes, on ne laisse de liberté d'action à personne, fût-il membre du parti. Parce que eux, marxistes, se battent pour avoir le pouvoir et ce pouvoir ils l'exercent à tout instant et sur tous. Nous, anarchistes, nous nous sommes toujours battus pour l'émancipation et la liberté entière de l'individu.

A vous de choisir.

Servin (plasticien)

(1) Emission « Je veux aller sur la rive d'en face » du vendredi 22 octobre.

(2) Ne pas confondre avec l'UAP manipulée par le PC.

(3) Cf. Relevé des conclusions relatives aux réunions du 23 février et du 5 mars entre le SNPGS et la délégation aux arts plastiques.

(4) Bulletin d'adhésion au 32e salon de la JP-JE.

(5) Emission « La vie d'artiste », le jeudi de 16 h à 18 h et émission « Je veux aller sur la rive d'en face » le vendredi de 22 h à 24 h.

POUR UNE AGRICULTURE DE REMPLACEMENT

Il y a à peine un siècle, la communauté rurale vivait en quasi-autarcie. Les échanges commerciaux avec les cités et l'industrie étaient insignifiants. En fait, c'était 30% de la population qui échappait en partie ou totalement à la société de consommation.

Sous couvert de l'amélioration de la qualité de la vie, de la participation de tous les citoyens au progrès social, l'industrialisation de l'agriculture fut mise en chantier. Le but était de faire rentrer l'agriculture dans l'économie de marché, c'est-à-dire faire en sorte que le paysan devienne consommateur. Effectivement, cette volonté de rentrer dans le système capitaliste n'est pas spontanée, ce sont les industries mécaniques, agro-alimentaires, agro-chimiques qui, soucieuses de renforcer leur implantation, ont incité les agriculteurs à augmenter leurs rendements.

Augmenter les rendements, c'était, disaient-ils, voir les revenus progresser et par conséquent les paysans pourraient participer à la société de consommation et s'offrir ce dont le citadin disposait déjà.

La boucle est fermée ; avant d'être producteur, le paysan est dorénavant un gros consommateur de produits manufacturés. Il est coincé, il se croit obligé de participer toujours plus à la course au rendement.

Pour stabiliser son revenu, il doit investir toujours plus, consommer plus. L'agriculture est un des premiers secteurs de l'activité économique, mais c'est qui, c'est quoi l'agriculture aujourd'hui ?

Une cinquantaine de multinationales qui contrôlent tout ou presque. Si les petits paysans sont sur la corde raide, les industries en amont et en aval se portent bien, merci pour elles.

Comment échapper à ce cercle vicieux ? Comment se débarrasser de ces chaînes aux couleurs du progrès social ? Dans un premier temps, il est essentiel de susciter la réflexion et amener les paysans à s'interroger sur l'opportunité de leurs objectifs actuels, sur le rôle de l'agriculture, s'il est de réaliser des profits ou nourrir les hommes. Dans un deuxième temps, il faut promouvoir un autre modèle d'agriculture, d'autres méthodes de cultures. Dans un troisième temps, tirer les conséquences des deux premières actions et jeter les bases d'une société égalitaire.

L'agriculture biologique est très certainement le remède technique, car pour reconquérir son autonomie et avoir la maîtrise de sa production, il est indispensable de diminuer considérablement la consommation de produits phytosanitaires, d'engrais solubles, d'aliments pour le bétail, etc.

L'agriculture biologique a comme principaux avantages de :

- respecter les sols et l'environnement ,
- permettre l'obtention de produits sains et équilibrés ;
- préserver la santé des hommes et des animaux ;
- raccourcir les circuits de distribution et de ce fait rapprocher la paysannerie des citadins ;
- enfin et surtout, boycotter le capitalisme international.

L'agriculture biologique (agri-bio) est aujourd'hui sur de bonnes voies. Quelques chercheurs, mais surtout de nombreux agriculteurs convaincus, ont sans cesse amélioré les méthodes culturales. Les problèmes de fertilisation sont pratiquement résolus, la lutte contre les ennemis des cultures commence à connaître quelques succès, la demande en produits de qualité est importante et permet, dans l'état actuel des choses, une commercialisation correcte.

L'agri-bio n'est plus le fait d'une poignée de marginaux, mais d'agriculteurs sérieux, conscients des difficultés, de plus en plus compétents. Il faut une bonne dose de courage pour tenter l'aventure. Une période de trois ou quatre ans est indispensable pour assurer la transition entre les deux systèmes. Cela signifie trois ou quatre ans d'incertitudes, de vaches maigres. Dans la conjoncture actuelle, c'est loin d'être évident.

Mais pour être vraiment libératrice, l'agri-bio doit être contenue dans un processus révolutionnaire global. Il n'est pas concevable de quitter un système pour secréter un peu plus loin un autre système ayant des conséquences identiques. Il va de soi que des contrats du type Lemaire-Boucher devront être remis en question : appelons un chat un chat, c'est de l'escroquerie. A titre d'exemple : l'unité d'azote soluble vaut 3,70 F en moyenne ; l'unité d'azote commercialisée par Lemaire-Boucher (nitrate du Chili) oscille entre 26 et 28 F, soit neuf fois plus cher.

Les agri-bio devront avoir recours à la libre association pour la vulgarisation des techniques, la distribution des produits, la définition des critères de qualité, etc. Sur ce dernier point, les consommateurs devraient être associés à la concertation.

L'agri-bio, dans le cadre de la réforme agraire que j'ai dessiné dans un précédent article, permettrait la mise en valeur d'exploitations de taille réduite. Trente-cinq hectares en terre de groie en Charente exploités avec des techniques biologiques, cela autorise un revenu agricole équivalent à une ferme de 65 à 70 hectares en agriculture industrielle. Autre avantage, et il n'est pas des moindres, c'est une technique douce, donc applicable dans tous les pays, et je pense en particulier au Tiers-Monde. Elle autoriserait ces pays à concevoir un développement à leur échelle, sur mesure. Ce serait un moyen d'enrayer la famine chronique, essentiellement due à l'agriculteur capitaliste.

L'agriculture biologique est une alternance intéressante dans l'agro-système capitaliste, à condition toutefois que ce changement technique soit le prolongement d'une réflexion politique approfondie. Changer de technique sans modifier les structures économiques conduirait sans nul doute à l'échec. Les requins de l'agro-système ont des capacités d'adaptation illimitées.

Eric RABILLER

La case de l'oncle Tom

SE loger est un de ces problèmes qui touchent tout le monde parce que chacun habite quelque part, a besoin d'un endroit où se reposer, manger, se protéger des intempéries, élever des enfants...

Le programme socialiste avait, avant le 10 mai 1981, porté son attention sur ce problème crucial : la propriété immobilière et plus particulièrement les relations de pouvoir (les droits) entre propriétaires et locataires. Cela a amené le vote de la loi dite « Quilliot », dont la substance, malgré quelques aspects séduisants de prime abord, ne change rien profondément à ce qui existait antérieurement.

Le propriétaire est surtout maintenu dans ses droits « naturels » : choix du locataire, droit à l'expulsion (non-paiement de loyers, vente, récupération pour la famille proche), contrôle quasi absolu pour les prix (malgré quelques empêchements), écart énorme entre les services rendus du logement et son loyer, problème des charges d'immeubles...

Seuls, actuellement, les appartements régis par la loi de 1948 (prix en fonction de la superficie et des différentes prestations fournies : pièces d'eau, état des lieux, installation électrique, plomberie, isolation...) et les HLM municipaux échappent plus ou moins à ces problèmes. Mais là, le but initial était le social, pas le profit. En effet, le problème se pose comme ceci : l'habitation appartient non pas, comme on s'en doute, au locataire, mais au propriétaire qui veut en tirer un bénéfice ; celui-ci — la plus-value — est payé par le locataire, consommateur du logement. Nous sommes donc, comme chacun sait, exploité au niveau de la production (nous ne pourrons jamais acheter avec notre salaire tout ce que nous avons produit), mais également au niveau de la consommation.

Ce système permet aux possédants de se faire des bénéfices plus que substantiels en fixant des loyers exorbitants qui prennent une place importante dans le budget de chacun. On s'aperçoit qu'un individu est au moins autant démuni face à son proprio que face à son patron (où ne l'est-il pas, alors ?). Le propriétaire peut refuser de louer son appartement simplement à la tête du client. Si sa manière de vivre ne lui convient pas, tant pis pour le prétendant : il y en a bien d'autres ! Et puis il s'aperçoit trop tard qu'il a loué à des gens qui ne vivent ou ne pensent pas comme lui. Il s'arrange pour les virer, aidé par ces escrocs professionnels que sont les huissiers. Il n'y a pas si longtemps, 80% des expulsions étaient illégales. Le locataire croyait que l'avis d'expulsion rendu par huissier était valable, ce qui est faux. En cas de saisie ou d'expulsion, il faut que le tribunal statue et que le compte rendu du jugement soit remis à l'intéressé en présence d'un officier de police. Entre la demande formulée par le propriétaire et le jugement, il s'écoule plusieurs mois, facilement un an et parfois des années. Une petite précision à toutes fins utiles : on n'est pas tenu de recevoir son propriétaire ou un huissier.

Une autre pratique agréable au locataire est de louer de septembre à juin, puis de louer à tarif « touriste » aux vacanciers pendant juillet et août. Pendant ce temps, le locataire se débrouille, sa vie privée ne regarde pas le propriétaire. Ce qu'il fait pendant ces deux mois, libre à lui ! (C'est beau la liberté !). C'est une pratique inadmissible qui sévit toujours, et tout comme le travailleur est obligé de vendre sa force de travail, le locataire est bien obligé de trouver quelque chose s'il ne veut pas aller sous les ponts ! A cela s'ajoute le problème de la salubrité des locaux : cas de personnes intoxiquées par les matériaux employés dans la construction de leur maison ; cas d'une amie relogée d'urgence par la Commission hygiène et sécurité : son appartement était hautement toxique pour les bronches à cause de l'humidité, dissimulée au moment de la location par des tapisseries toutes neuves.

Mais à mon avis, le problème fondamental, c'est celui-là : à Paris, il y a des dizaines de milliers de logements vides. Pourquoi ? Pareil en province : pourquoi ? Alors que tant de gens sont si mal logés, qu'ils n'arrivent pas à s'installer dans une région par « manque de logements », alors qu'une maison sur deux n'est habitée que quelques semaines par an. Que des gens aient la possibilité de se mettre au vert, très bien (encore que ce sont ceux qui en ont le moins besoin), mais quand c'est au détriment de gens qui vivent, eux, à un endroit et qui doivent se confiner dans de véritables culs de basse fosse ! Malheureusement, je ne caricature pas du tout. Qu'on doive vivre les uns sur les autres alors qu'il y a des habitations plus spacieuses vides !

Une réelle politique de décentralisation, au lieu de nous goberger de déclarations plus creuses les unes que les autres, devrait prendre en compte cet aspect des choses : en plus d'un moyen de subsistance (le travail), un lieu d'habitation digne de ce nom au prix qu'il vaut. Une vraie réforme sociale consisterait — au lieu de fixer des augmentations d'allocations vite reprises par l'inflexation, et qui plus est de plus en plus rares — à procurer à chacun un endroit où loger de façon décente et au prix en rapport avec les services fournis. Ce serait remuer trop de choses, la propriété étant la base de notre système, et pourtant ce ne serait pas grand-chose ! Même cela, nos « socialistes » ne le donnent pas !

Il ne faut pas rêver ; le gîte, tout comme le pain, le vêtement disponibles pour tous, est une revendication du siècle dernier. Où en sommes-nous un siècle plus tard ? Le mouvement révolutionnaire, détruit par le réformisme bon chic bon genre des socialo-communistes, n'a pu avancer sur ces points. Le progrès social ? Inexistant à en pleurer, ou si dérisoire par rapport à nos aspirations légitimes les plus simples : s'assurer le nécessaire : nourriture, logement, vêtements. N'oublions pas que la misère est à notre porte. Le Quart-Monde, ça existe en France. Ne parlons pas du Tiers-Monde !

Le progrès social ? Possible seulement lorsque beaucoup auront compris qu'il nous concerne tous dans notre quotidien et que seuls tous nous avons le pouvoir de faire avancer les choses. Rotschild, Dassault, Mitterrand ne le feront pas à notre place.

Jacques (Quimper)

Contre la nouvelle orientation : mobilisation !

LE coup de tonnerre de 1967-1968 a précipité la crise économique des sociétés occidentales et bouleversé toutes les institutions. La France, de par sa tradition révolutionnaire, s'est trouvée au centre de la tempête et, depuis, il n'est plus de politicien — jusque dans les rangs de la droite en passant par le risible « Parti vert » de Cantegrel — qui n'affirme la nécessité du progrès social, de réformes, etc. En tout cas, il aura fallu attendre treize ans pour que les sauveurs in extremis du Capital et de l'Etat en France soient enfin récompensés de leur fidélité aveugle envers ces répugnantes institutions de la Ve. Car l'élection de Mitterrand et de la social-démocratie n'est autre chose que la énième adaptation d'un scénario usé jusqu'à la corde, « Thiers et les Versaillais à l'assaut de la Commune ». Mais l'histoire, quand elle se répète, prend l'allure d'une farce ; Mitterrand fera mieux que Blum, la gauche gardera le pouvoir plus longtemps que le Front populaire. Promis. Juré. Quitte à mener une politique plus audacieuse que la droite, en matière de mesures impopulaires... Or, c'est peut-être l'Education nationale, et plus particulièrement dans la gestion de l'Université, qu'apparaît avec une consternante évidence la similitude des politiques giscardienne et social-démocrate.

Il est vrai qu'un mal étrange ronge l'Université, à tel point qu'en une décade une demi-douzaine de ministres se sont pressés à son chevet pour lui administrer des réformes à haute dose — depuis la loi Faure jusqu'aux décrets d'Alice Saunier-Seïté — il semble bien que les thérapeutiques soient restées sans effet. Pourtant, ce n'était pas faute de chercher le virus : un excès d'étudiants, la présence d'étrangers, le complot communiste, la main de Carlos, le manque de civisme, l'indiscipline, les « étudiants-fantômes », le fantôme de Mai 68, l'anarchie des mœurs, etc. Les commissions se succèdent, l'inquiétude des dirigeants grandit, on commet des maladresses, des réformes autoritaires raniment la contestation estudiantine...

Mai 81 : la gauche passe, on fait appel au consensus. « On peut espérer qu'avec la nouvelle situation en France, l'arrivée d'un consensus et de nouvelles méthodes de concertation qui ont manqué avant vont permettre un relèvement de l'Université, devenu indispensable », explique L. Schwartz (cf. infra-commission du bilan). Les organisations universitaires de gauche appellent à ne pas faire le jeu de la droite. Pourtant, à la publication — en octobre 82 — du projet de loi Savary, c'est la consternation. Pas chez les militants de l'UNEF—Renouveau auxquels la lecture de *L'Huma* a enlevé toute faculté de penser, mais plutôt parmi quelques militants de l'UNEF Indépendante et Démocratique chez qui on note une certaine inquiétude. Inquiétude non avouée toutefois, puisque par la personne de J.-C. Cambadelis, l'UNEF-ID se considère globalement satisfaite du texte ministériel.

Mais, que contient donc de si inquiétant la nouvelle loi d'orientation de l'Université ?

Comme toute loi d'orientation, le texte de Savary fait dans le flou artistique. Par principe, une telle loi n'a pas à entrer dans les détails, mais à tracer les grands axes, les objectifs majeurs de l'Université à moyen et à long terme. C'est dire qu'on n'y trouve pas trace de ce que pourront être les futurs décrets, à quelques exceptions près toutefois. Ainsi, pour ce qui concerne les bacheliers voulant s'inscrire dans un premier cycle d'études, « des dispositions réglementaires peuvent prévoir des conditions supplémentaires pour des formations spécifiques » ou concernant les étudiants titulaires d'un DEUG, « l'admission en second cycle est prononcée dans la limite des places disponibles et en fonction des débouchés prévisibles et peut dépendre d'un succès à un concours » ; bien entendu, la question brûlante de la carte universitaire est éludée ; on apprend toutefois que « la carte universitaire est arrêtée et révisée par le ministre de l'Education nationale après consultation du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche ». Autrement dit, les décisions du ministre prennent le pas sur les avis prononcés par le CNESER (c'était l'inverse sous la loi Faure) ; Savary fixera donc « les décisions relatives à l'implantation des formations supérieures, des activités de recherche, aux habilitations à délivrer des diplômes nationaux et à la répartition des moyens en personnels et en crédits ». Vu la politique d'austérité mise en place par le gouvernement, gageons que le principe d'autonomie des universités (gestion, recrutement des étudiants, professionnalisation des filières...,) sera compris comme la possibilité de se concurrencer, de rentabiliser la formation des futurs cadres. Et gare au retrait d'habilitations pour les universités « boîteuses » !

Comme on peut en juger, l'analyse de la future loi Savary ne nous apprend rien sur les intentions de son auteur, ou très peu. Il faut donc chercher ailleurs. Et cela nous a amenés tout naturellement à étudier les textes qui ont servi à l'élaboration de la loi d'orientation : les rapports de la Commission du bilan (dont le rapport de L. Schwartz) et le rapport de la Commission Jantet. C'est le rapport Schwartz qui a retenu notre attention.

Attention, un Schwartz peut en cacher un autre !

Il ne s'agit pas ici de Bertrand Schwartz, auteur d'un rapport : *L'Insertion professionnelle et sociale des jeunes*, et qui proposait comme solution au malaise des jeunes d'intégrer le service national aux processus d'insertion. Il s'agit de Laurent Schwartz, membre de la Commission du bilan (dans laquelle on trouve aussi Georges Buis, général de corps d'armée !) et auteur du rapport *Enseignement et domaine scientifique*. C'est là, à notre avis, qu'il faut chercher les raisons et la justification de nos inquiétudes. En effet, on y apprend qu' « on ne rend pas les gens égaux en les proclamant égaux ; tous les étudiants actuels ne sont pas aptes à notre enseignement universitaire traditionnel. (...) Les universités, ou les formations internes à une université, doivent pouvoir choisir largement leurs critères de recrutement ». Ou « le baccalauréat ne devrait être ni nécessaire ni suffisant pour entrer dans une université particulière, et au sein d'une même université cela doit dépendre des matières. Il devrait être entendu que l'acquisition du DEUG, par exemple, ne donne pas nécessairement le droit de s'inscrire en un diplôme ultérieur ». Ou encore, « et il serait bon que les étudiants et les enseignants réalisent que ces orientations sélectives ne sont pas une triste nécessité, mais le bien des étudiants ».

Laurent Schwartz ne reste pas dans le flou, au moins... Une de ses propositions était que les droits d'inscription soient augmentés : c'est aujourd'hui chose faite. « Il serait justifié de se diriger vers mille ou deux mille francs en un temps raisonnable », lit-on aussi. L'auteur du rapport nous propose encore la substitution de « diplômes d'université » aux actuels diplômes nationaux ; une modification de la carte universitaire, réduire le nombre des universités complètes de soixante-quinze à un peu plus d'une trentaine ; l'émulation et la concurrence entre universités régionales ; l'interdiction ou la réduction du recrutement local des enseignants ; la titularisation du personnel contractuel dans la fonction publique, mais pas forcément dans son emploi. On le voit, certaines propositions du rapport Schwartz apparaissent en filigrane de la loi Savary. C'est insuffisant pour prévoir à quelle sauce nous serons mangés. Il est pourtant évident que la réforme de l'Université en pleine politique d'austérité ne peut avoir que des conséquences négatives pour nous.

Il faut savoir encore ceci : c'est un moins, jour pour jour, après l'élection de François Mitterrand que Pierre Mauroy a constitué la fameuse Commission du bilan et la Commission Jeantet. Les rapports furent remis au gouvernement un an après, puis rendus publics par la Documentation française. Le 7 octobre 82, Alain Savary informe les présidents d'universités des mesures envisagées. Le 11 octobre, il fait un discours devant le CNESER. Le 4 novembre, J. Vaudiaux, numéro un de la conférence des présidents d'universités, émet un avis favorable à la future loi d'orientation. Le texte sera déposé fin décembre 82 sur le bureau de l'Assemblée nationale et voté à la session d'avril 83. La mise en œuvre des décrets d'application prendra un an. L'Etat peut raisonnablement considérer que tout sera prêt pour octobre 1984.

Pour une intervention libertaire en milieu étudiant !

Cela nous laisse un ou deux ans, à nous libertaires, pour intervenir. Car il ne faudra pas trop spéculer sur la volonté des syndicats étudiants d'intervenir. Un communiqué du 18 octobre 82 de l'UNEF-ID dit ceci : « L'UNEF-ID et tous ceux qui sont attachés au développement de l'enseignement supérieur ouvert à tous ne peuvent que se féliciter de ce premier pas dans l'université de masse ». On peut encore citer du même syndicat : « Il est nécessaire de préserver l'indépendance syndicale sans laquelle il ne peut y avoir d'action syndicale et de défense des intérêts matériels et moraux des étudiants », (*Etudiants de France*, n° 23, p. 8). Il serait sans doute instructif de comparer la notion d' « indépendance syndicale » telle que nous l'entendons et telle que l'entendent les dirigeants de l'UNEF-ID... En effet, le ministre de l'Education nationale a publié récemment le montant de la répartition des subventions versées pour 1982-1983 aux organisations étudiantes et on peut y vérifier que l'UNEF-ID obtient 206 352 F de l'Etat et l'UNEF-Renouveau 256 080 F ! Dans ces conditions, les syndicats étudiants risquent de constituer une « force d'inertie » dans les luttes à venir, et du même coup les étudiants libertaires d'apparaître comme les seuls groupes constitués capables d'intervenir favorablement. Il faut dénoncer la volonté gouvernementale d'accroître les liens existant déjà entre la recherche militaire, militaro-industrielle et la recherche de base menée à l'Université et dans les grands organismes, comme le CNRS. Dénoncer la professionnalisation des filières universitaires (stages en entreprise, niveau « culturel » inférieur), notamment pour le premier cycle. Il nous faut montrer que l'étudiant est dépossédé des moyens de sa formation, qu'il n'a aucun droit de critique sur l'élaboration des programmes et que c'est en fin de compte toute la finalité de sa formation qui lui échappe. Pour nous, libertaires, une réforme réactionnaire ne saurait avoir de grâce à nos yeux, pour la simple raison que ses auteurs sont « de gauche ». A Lille, nous avons impulsé un Comité pour la démocratie directe à l'université, appelant au boycott des élections universitaires, regroupant les informations sur la future loi d'orientation et étudiant les possibilités de mobilisation contre celle-ci. Une telle expérience aura des effets limités si elle reste isolée, mais si des étudiants libertaires interviennent dans dix, vingt universités françaises et coordonnent leurs actions (affiches, tracts,...), nul doute que l'impact d'une telle intervention dépassera toutes nos espérances.

J.-C. BORDITCH

Une seule solution à la faillite du socialisme parlementaire :

le socialisme libertaire

NOUS savons aujourd'hui qu'au sein de la situation économique dans laquelle se trouvent les pays occidentaux il n'existe qu'une politique possible, quels que soient les partis au pouvoir. Naturellement, les formations portées à la direction des affaires jettent quelques broutilles à l'électeur ! Le retour de la droite, après l'échec de la gauche, sera marqué en don de joyeux événement par quelques cadeaux aux entreprises comme l'arrivée de la gauche fut marquée par le relèvement du SMIC ! Les socialistes ont nationalisé, la réaction dénationalisera ! La belle affaire, et en quoi cette gymnastique, en dehors des avantages réservés aux bénéficiaires de cette promotion, infléchira-t-elle les rapports économiques entre les citoyens de ce pays ? Après les « largesses traditionnelles », le pouvoir se verra contraint de revenir à une politique et à une économie qui furent celles de Barre avant d'être celles de Delors. Ces manipulations parlementaires ne changent en rien les rapports économiques dans le monde et ne nous mettront pas en position plus favorable pour arracher des marchés à nos concurrents.

L'échec de la gauche la pousse à poser à la droite cette question idiote : « Quelle politique économique comptez-vous faire pour redresser la situation ? » La droite ne répond pas, ne peut pas répondre, car en dehors du saupoudrage électoral dont je parlais plus haut, son programme ne peut être que le même que celui de ses prédécesseurs : limiter les dégâts, se protéger contre les produits venant de l'étranger, arracher les derniers marchés encore disponibles ! Voilà la politique économique à laquelle sont contraints les partis quels qu'ils soient. Politique de gribouille qui mène tout droit à l'asphyxie du régime. Et cette politique aberrante, c'est la structure économique et sociale du système qui l'impose.

Réduire les prix à la production — tarte à la crème de nos économistes distingués — suppose des investissements et des diminutions de salaires, ce qui aboutira à une réduction de l'argent qui circule sur le territoire et, par conséquent, à la diminution de la consommation intérieure, ce à quoi les socialistes voulaient remédier en relevant le SMIC et les allocations familiales et ce qui fait hurler les communistes dont le slogan est « Achetez français ». En réalité, la machine est usée. Pousser à l'exportation pour rétablir la balance commerciale est un vœu pieux ! Exporter où ? Nos clients éventuels exigeront la parité des échanges afin de protéger leur balance commerciale car ils se trouvent, avec des nuances, dans la même situation que nous. Les pays en voie de développement fabriquent moins cher, grâce à l'exploitation intensive de leur population. Non seulement ils ne nous achètent plus de biens de consommation, mais ils nous inondent de leurs pacotilles, ce qui bouscule notre production de base, terrain essentiel à la production de pointe.

La situation économique, dans le moins mauvais des cas, stagne. Les manipulations du système sont dépassées. Ce ne sont plus les méthodes de gestion du système capitaliste qui sont remises en cause, c'est le capitalisme libéral ou dirigé, c'est l'économie libérale hiérarchisée, avec ses morales de justification basées sur le « mérite ». La classe dirigeante le sent bien et, pour s'en sortir, elle pleurniche : « C'est l'intérêt individuel qui est le moteur du développement de la société. » Et reconnaissons-le, dans le cadre de la société de classes, c'est vrai ! C'est pour cela que nous autres, anarchistes, voulons la supprimer.

Il n'existe pas de liberté, d'égalité et de fraternité dans un système où, à chaque échelon, l'intérêt commande. Le système de classes tue l'esprit de solidarité lorsque le profit demeure roi et crée un milieu qui façonne les comportements humains à partir de l'intérêt particulier. Si l'intérêt paraît le fer de lance de l'économie, c'est justement parce que le milieu impose aux hommes une attitude de perpétuelle compétition. C'est ce milieu qu'il faut faire éclater.

Je vois poindre sur le visage de nos politiciens le sourire supérieur des imbéciles et le retour à ces mots, usés d'avoir trop servis : « La science, monsieur, les techniques, les investissements, les sacrifices de tous ! » Mais rien de ces formules ne fera d'un homme aux poches vides ou d'un pays sans devises, des acheteurs potentiels ! L'acheteur, c'est le nombre, et à ce nombre il faut lui donner les moyens d'acheter et, dans le cadre de l'économie du profit, la société de classes à l'échelon national ou international n'a plus le moyen de fournir au nombre la possibilité d'acheter la production, par conséquent de développer cette production ou même simplement d'absorber celle qui existe. Les navettes Colombia peuvent bien sillonner le ciel comme nos taxis sillonnent nos rues : en dehors des hommes payés pour les fabriquer, cela ne fournira aucune solution globale à nos problèmes économiques. La Russie, où les Spoutnik voisinent aux côtés d'une agriculture défaillante, nous en fournit la preuve.

Le problème économique est, avant tout, un problème de consommation ! Consommer ce qu'on fabrique, fabriquer ce qu'il est nécessaire de consommer ! Dans une époque où les techniques permettraient une production et une consommation illimitées, seul le profit et son régulateur — l'argent — font obstacle à une société d'abondance. Le profit crée une attitude morale de justification, qui renforce le pouvoir de l'argent. C'est le profit, agent de développement du système capitaliste, que les anarchistes entendent supprimer !

Nous le disons clairement, nous les militants anarchistes, c'est ce qui nous distingue de ces révolutionnaires de bibliothèque : la crise ira en s'aggravant, les capitalistes ne possèdent plus d'autre potion magique que la lutte aux couteaux qu'ils se livrent entre eux et qui accentuera la désagrégation de leur économie. A la crise du système, il n'existe qu'une seule solution : le socialisme libertaire dont le projet consiste à créer une civilisation différente, avec une économie, des structures, une morale de comportement entre les hommes différentes.

Nous les militants anarchistes, nous le disons sans complexes, même si ça doit faire mouiller la culotte de quelque âme tendre de l'humanisme : ce que nous voulons construire, c'est une société sans classes, sans autorité, sans Etat. Une société qui mette fin une fois pour toutes aux conditions d'existence basées sur « la capacité », la capacité étant affaire de moment, de lieu, de condition biologique des hommes et les hommes n'étant pas responsables de ce que la nature a fait d'eux, n'ayant pas eu à leur naissance la faculté de choisir ce qu'ils seront.

Nous savons parfaitement que les classes dirigeantes ne laisseront pas la place privilégiée qu'elles occupent. Qu'il faudra les déloger par tous les moyens. Nous savons bien qu'il n'y eut jamais de nuit du 4 août sans 14 juillet triomphant. Le premier acte révolutionnaire, disait à peu près Bakounine, c'est la destruction de la société capitaliste. C'est encore vrai aujourd'hui !

A une époque où il est de bon ton de suivre les modes politiques pour être dans le vent et ne pas effrayer « le bourgeois », nous déclarons que nous sommes restés ce que nous sommes, que notre but est une société anarchiste et notre moyen la révolution sociale !

Maurice JOYEUX

LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL ET LA PRODUCTION

« A l'occasion de telle ou telle conférence nationale, CCN ou journées d'études, sans que cette règle soit limitative et en fonction de l'ordre du jour, le congrès se prononce pour l'ouverture de tribunes de discussion dans la presse confédérale. » (Résolution d'orientation du 40e congrès de la CGT).

Les résolutions s'envolent, la ligne reste, pouvait-on dire en repensant à la promesse précédente quand, de décembre 80 à avril 81, la CGT, par ses sphères dirigeantes, donnait le ton et dessinait en ombre chinoise le candidat dont il ne fallait pas dire le nom : mais tout le monde connaissait Georges Marchais.

Pourtant, lors du 40e congrès de la CGT, l'accent avait été mis sur la nécessité du débat démocratique, de l'indépendance et de l'unité syndicales. Mais les faits ont contredit les écrits et il n'y avait eu aucun débat dans la Confédération générale du travail avant la réunion du comité confédéral national des 2 et 3 décembre 80 qui portait sur l'élection présidentielle. Le truc était très simple : on prenait dans le programme de la CGT ce qui est commun avec le programme du PC et le tour est joué. On ne disait pas : votez pour untel, mais n'importe quel payeur de timbres syndicaux comprenait que la CGT ajustait son programme en fonction de considérations extérieures. Pourtant, on croyait « naïvement » que l'organisation syndicale se détermine toujours librement, en toute indépendance, selon sa propre analyse et ses conceptions de classe et de masse.

Si des adeptes de la voie parlementaire vers le socialisme veulent s'exprimer, ils le font tout seuls, sans engager le syndicat en tant que tel. C'est pourtant mis dans les statuts de la CGT.

Rappelons que si nous n'étions pas d'accord pour que les sphères éclairées de la rue Lafayette appellent à voter pour le PC, ce n'était pas pour renforcer ceux qui en préféraient d'autres ! Mais cela se passait il y a déjà deux ans et la fièvre électoraliste est bien tombée pour certains et le PC a quatre ministres dans le gouvernement. Ce qui signifie qu'il n'était plus question, pour le Colonel-Fabien (du moins dans un premier temps) de critiquer le gouvernement ou le PS. On avait pensé que la CGT, avec à sa tête Krasucki, pourrait prendre ce rôle.

En effet, les raisons ne lui manquent pas, nombreux sont les militants (« responsables » ou non) qui se rendent compte que leurs intérêts de travailleurs sont en contradiction avec les agissements du gouvernement. En d'autres termes que ce gouvernement fait des cadeaux aux patrons, qu'on accepte de lui ce qu'on aurait énergiquement refusé d'un autre...

Le problème était posé et la CGT y répondit par un réponse au contenu flou : « Pour le changement, rien ne se fera sans les travailleurs ! » Pourquoi flou ?, car il n'est pas précisé si on parle des travailleurs organisés dans une structure de classe, sur la base de leurs propres intérêts, ou dans un parti politique, rassemblement interclassiste se voulant le dirigeant du prolétariat ! (Remarquons que ce « flou » n'est pas l'exclusivité des dirigeants communistes de la CGT ; toute l'extrême gauche, quand elle parle des « travailleurs » pense en fait au programme de son comité central...).

Le problème, pour Krazucki et le bureau confédéral, est d'arriver à formuler le programme de la confédération dans des termes qui ne laissent pas croire à une gestion sociale de la crise ni à un désintéressement de l'activité gouvernementale. « Nous ne sommes ni passifs ni outranciers, nous avons la fermeté voulue », a déclaré Riton au *Club de la presse* d'Europe 1, le 31 octobre dernier dans un discours où il ménageait la chèvre et le chou... Car si « monsieur-plus » Gattaz trouve que le gouvernement n'en fait pas assez pour le patronat, l'idée que Barre et Delors, c'est la même chose, commence à faire des ravages dans les rangs de la CGT !

Face à ce qu'il pourrait appeler prochainement un « repli anarcho-syndicaliste », Krazucki a trouvé un nouveau cheval de bataille : renforcer l'action dans les comités d'entreprise. Dans l'action syndicale pure, les choses sont à priori claires. Dans les CE, structure souvent ambiguë (1), où des gens se limitent parfois à l'organisation de l'arbre de Noël, le terrain est plus propice à un « effort national ». Participer aux activités des CE pour faire cracher du fric aux patrons, s'opposer aux licenciements et aux fuites de capitaux, cela peut s'admettre même pour les anarcho-syndicalistes. Mais s'agit-il de la même chose pour les dirigeants de la CGT ?

Partant de l'analyse qu'il y a, depuis le 10 mai 81, une politique nouvelle, bénéfique pour le changement, pour Krazucki and Co il faut aider l'effort gouvernemental en intervenant dans la gestion des entreprises par le biais des CE. Le fait que cela soit aussi le mot d'ordre du PC (« Tout le monde sur le pont ») ne peut que nous inciter à la plus grande méfiance. La résurgence du mot d'ordre « Retroussons nos manches » pourrait trouver dans cet effort d'intervention dans la gestion des entreprises un terrain plus que propice. Peut-on se sentir co-responsables d'un effort de production nationale tout en restant l'organisation des travailleurs sur la base de leurs propres intérêts ? La direction de la CGT nous pondra sûrement un long texte nébuleux pour nous expliquer tout cela, ce qui serait marrant (?), c'est qu'on parle d' « autonomie engagée », ça rappelerait des bons souvenirs CFDT !

Pour nous, anarcho-syndicalistes, le problème est clair : l'organisation syndicale peut être une force immense, à condition que rien ne la détourne de son rôle de concentration autonome de la force des travailleurs, que ceux-ci soient à la CGT ou ailleurs.

Jean-Pierre GERMAIN

---

(1) Le rôle des CE est au centre de nombreuses polémiques dans le mouvement libertaire. Ne prétendant pas ici donner une réponse définitive, je me bornerai à dire que l'expérience prouve que chaque cas est différent...

Moscou

ANDROPOV A LA BARRE

ALORS que les « kremlinologues » parisiens se perdaient en doctes supputations sur les chances de tel ou tel héritier de Brejnev, les jeux étaient déjà faits depuis longtemps à Moscou. Ayant neutralisé tous ses rivaux, à l'aide de dossiers probablement épais comme des annuaires téléphoniques, constitués pendant son règne de quinze ans au KGB, Andropov, Youri de son prénom (diminutif de Georges en russe), prenait en main l'organisation des funérailles du défunt tsar rouge, intronisant par là même son propre avènement. La chose était déjà devenue évidente à la mort de Souslov, le grand prêtre de l'idéologie léninisto-brejnévienne, dont il était l'ombre fidèle. Il s'était alors désaisi de ses fonctions à la tête du KGB, au profit de Fédortchouk, l'une de ses créatures, pour se consacrer entièrement à la politique, domaine qu'il préférait, avait-il fait dire, à l'activité policière. Qui est-il donc, cet Andropov-là, au visage inquiétant de « docteur fou » ? Assurément quelqu'un de très très fort pour être arrivé au sommet de la pyramide lénino-stalinienne. Examinons son parcours de partocrate.

Né le 15 juin 1914, dans la région de Stavropol, au nord du Caucase, d'un père russe, employé de chemin de fer, il commence par travailler comme télégraphiste à l'âge de 16 ans, puis exerce des petits métiers comme ouvrier et même marinier de la Volga, du moins c'est ce qu'affirme sa biographie officielle, car ces « petits » métiers n'étaient déjà pas à la portée de tout le monde à l'époque. Il a dû certainement donner des gages au parti et on sait ce que cela signifie durant les années 1930. Ils se retrouve ainsi subitement diplômé du collège des transports fluviaux de Pétrozavodsk, à l'autre bout du pays, au nord de Léningrad, ce qui est tout aussi étonnant. Sa promotion sociale et politique se poursuit dorénavant dans cette région : il obtient le diplôme d'ingénieur et devient le premier secrétaire des Jeunesses communistes de la Carélie du Nord. Il entre officiellement au parti en 1939 et marche dans les pas d'Otto Kuusinen, potentat finlandais du parti, promis au poste de président de la future Finlande stalinienne. Apparemment, Andropov doit jouer un important rôle dans la guerre de 1940 contre la Finlande, laquelle ne tient pas ses promesses : les Finois se défendent si ardemment que Staline doit se contenter d'un demi-succès. Andropov passe alors toute la Seconde Guerre mondiale planqué dans cette région et y poursuit sa carrière au sein du parti jusqu'en 1953, lorsqu'il est soudainement versé dans le corps diplomatique en qualité de conseiller d'ambassade, puis d'ambassadeur en Hongrie. Ce qui lui vaut d'assister impuissant à l'insurrection d'octobre 1956. Il se rattrape en jouant un rôle capital dans la répression : il dupe les nouveaux dirigeants autonomistes hongrois en les invitant à prendre le thé à l'ambassade soviétique, tandis que les chars foncent sur la ville. Il attire de même dans un guet-apens le ministre de la Défense hongrois Maleter, l'un des hommes les plus craints par Moscou et emploie encore le même procédé pour s'emparer d'Imre Nagy, l'éphémère président hongrois, afin de le faire pendre peu après. On lui attribue encore la mise en place de Janos Kadar ainsi que la paternité de la nouvelle politique économique connue sous le nom de « Kadarisme », à savoir une libéralisation de la tutelle étatique sur la production, réajustée aux besoins réels de la consommation. Cette relative réussite lui vaut d'être désigné à Moscou pour superviser les relations avec les pays satellites ; il devient également membre du comité central et se spécialise, sous la houlette de Souslov, dans les questions idéologiques internationales. Par exemple, en juin 1963, il est l'un des plus actifs à dénoncer les divergences d'avec les Chinois. Ses prises de positions orthodoxes aident son ascension dans le parti, à tel point qu'il est jugé apte à diriger le KGB en 1967, puis nommé membre titulaire du Politburo, l'organe dirigeant du pays. Là aussi, il se distingue en inaugurant les internements psychiatriques pour cause d'opposition au régime, procédé devenu depuis classique et dont sont victimes des dizaines de milliers de personnes. Grâce à ses bons soins, les camps de concentration, popularisés depuis sous le nom de goulags, qui avaient été presque entièrement vidés sous Krouchtchev, ont de nouveau fait le plein. En 1979, un dissident, lui-même interné depuis Orlov, estimait à cinq millions le nombre de prisonniers répartis dans plus de mille camps à travers tout le pays. Situation incroyable à notre époque, mais qui laisse presque tout le monde indifférent, tant à l'Ouest qu'à l'Est, en particulier les « intellectuels » dissidents et autres, car, paraîtrait-il, la plupart de ces prisonniers seraient des « droits communs » !

Malgré ce sinistre bilan, Andropov jouit d'une réputation de « libéral » chez les intellectuels moscovites, parce qu'il leur aurait laissé une toute petite « marge de liberté », en permettant l'ouverture d'une galerie pour les peintres non conformistes, et quelques autres petites « sucreries ». De la même manière, il s'est fait donner une image d'intelletuel « modéré », amateur de jazz, parlant l'anglais (fait exceptionnel chez les dirigeants moscovites), ne dédaignant pas le baise-main aux dames de la bonne société et s'entourant d'une équipe de brillants universitaires. On lui prête des intentions « modernistes » sur le plan économique, domaine où la situation est particulièrement catastrophique. Est-ce à dire que ce sosie du « big brother » de *1984* de Georges Orwell aurait toute latitude à mener la politique qui lui semblerait bonne ? Nullement, il lui faut d'abord respecter les règles du jeu forgé par le système depuis 65 ans et tenir compte des différents partenaires tant sur le plan interne — parti, armée, KGB et technocrates de l'Etat — qu'externe — la classe ouvrière, les paysans-kolkhoziens, l'intelligentsia, les nationalistes de l'Empire — dont le cocktail peut réserver bien des surprises et déjouer toutes les prévisions.

A. SKIRDA

Turquie 1980

Quand l'armée vient au secours de la bourgeoisie

DANS les années qui ont achevé la précédente décennie, la Turquie est entrée dans la crise la plus grave qu'elle ait connue depuis l'avènement de la République proclamée en 1923 par Mustapha Kémal, le célèbre dirigeant nationaliste. La Turquie a en effet subi de plein fouet les effets de la crise mondiale. Ce qui a eu un effet désastreux sur le niveau de vie de la population avec tous les mouvements sociaux que cela implique. Mais les agissements des organisations ouvrières n'ont en rien pu justifier le coup d'Etat militaire pour la simple raison que le mouvement ouvrier turque, étant d'une très grande maturité, n'a pas succombé à la solution « fascinante » du terrorisme. Mais alors, d'où est venu cette formidable vague de terrorisme qui a pu justifier le coup d'Etat ?

Quand le pays a traversé les moments les plus durs de la crise mondiale, contre laquelle il n'a pu se protéger étant donné que son économie est parvenue à un stade de totale dépendance vis-à-vis des exportations et donc de l'économie occidentale, la bourgeoisie turque, l'une des plus rapaces du monde, a compris qu'elle ne pouvait plus augmenter l'exploitation de la force du travail dans le cadre du système démocratique vu l'importance, la solidité et la maturité du syndicalisme turc protégé par la constitution républicaine de 1961. De plus, à une crise économique et sociale s'est ajoutée une crise politique au sein des forces bourgeoises. La classe dirigeante était composée de différents groupes aux intérêts parfois totalement antagoniques d'où la quasi-impossibilité d'élaborer une politique économique un tant soit peu cohérente. La bourgeoisie s'est avérée incapable de gérer ses affaires, d'où les multiples crises politiques d'avant 1980.

C'est ainsi que le terrorisme va commencer avec les groupes d'extrême droite du Parti du mouvement national (PMN) appuyés par la bourgeoisie et l'Etat. La classe dirigeante a financé et encouragé une stratégie de la terreur qui consistait en une incessante provocation contre les syndicats ou les travailleurs en lutte. Le mouvement ouvrier riposte non par la violence, mais par la mobilisation massive dans la rue. C'est à ce moment là que l'extrême gauche intervient, non pour mener des actions intelligentes, mais s'engager dans des actes de violence totalement inconsidérés. Ce qui entraîne une vague foudroyante de terrorisme qui plonge la population dans une torture psychologique épuisante.

Le 12 septembre 1980, l'armée prend le pouvoir. Le pays est mis en état de guerre : toute activité associative est interdite. Rien ne subsiste de la démocratie, les syndicats sont démantelés et leurs membres arrêtés, la presse est muselée.

La réaction de la population se caractérise par un grand soulagement tout à fait compréhensible vu l'ampleur meurtrière du terrorisme. Dès lors va s'engager une campagne anti-terroriste menée sans aucun scrupule et qui permet d'arrêter près de deux cent mille personnes, autrement dit beaucoup plus que le nombre des terroristes.

Après s'être servi d'elle pour justifier son coup d'Etat, l'armée démantèle l'extrême droite dont les militants, vu leur profil psychologique peu attrayant, sont une menace constante pour toute stabilité politique quelle qu'elle soit. L'extrême gauche et le mouvement ouvrier sont décimés. Le coup d'Etat et l'opération qui s'est ensuivie fut bien accueilli par les pays occidentaux qui ne firent strictement rien pour enrayer le pourrissement de la situation d'avant le 12 septembre.

La nouvelle Constitution mise en place par le général Evren est tout simplement l'instauration officielle d'un régime fasciste. Toutes les libertés démocratiques y sont annulées. Cette Constitution est mot pour mot ce que désirait la bourgeoisie pour la mise en esclavage des travailleurs déjà abominablement exploités. La nouvelle politique est à l'entier bénéfice des milieux d'affaires qui fondent leur prospérité sur l'effroyable misère de la grande majorité de la population : et ceci, bien sûr, sous l'égide du FMI.

Il s'agit maintenant pour le gouvernement militaire d'accélérer le processus d'intégration à la division internationale du travail. Tout d'abord, stabiliser la situation économique, c'est-à-dire le blocage des salaires et la totale liberté des prix, le démantèlement des services publics, l'attaque contre les maigres acquis des travailleurs. Petit à petit se met en place une économique « d'exportation » semblable à celle de la Corée du Sud ayant une fonction périphérique dans le système capitaliste mondial, celle de sous-traitance, d'absorption des activités traditionnelles. Ce type d'économie va entraîner l'arrêt de tout progrès social et l'enrichissement facile d'une classe dirigeante cynique. De plus, il éloigne la Turquie de ce système de développement autocentré d'avant 1947 qui aurait pu faire d'elle le troisième pays à s'être réellement développé au XX^e^ siècle, avec l'URSS et le Japon.

Tous ces événements posent la question de savoir comment un mouvement ouvrier aussi bien organisé, aussi mûr, peut-il tomber aussi facilement devant une coalition de la bourgeoisie et de l'armée ? Au lieu de se laisser porter par les événements, les syndicalistes n'auraient-ils pu prévoir l'évolution des choses et se préparer à une grève sociale en armant les travailleurs ?

Faute de ne pouvoir résister, le peuple entre dans une longue nuit, celle de la misère dans laquelle l'homme perd sa dignité, tend à rejoindre la bête comme on peut le voir dans le film *Midnight Express* tourné, ironie du sort, en Turquie !

José
(sympathisant)

CNT

ON sait que les syndicats réformistes espagnols, principalement les Commissions ouvrières et l'Union générale des travailleurs, en même temps qu'ils négociaient un pacte avec le patronat et le gouvernement (1), s'entendaient secrètement avec le pouvoir pour recevoir, notamment, huit cents millions de pesetas (2) en trois ans, à valoir sur le « patrimoine accumulé » (3).

Suite à une indiscrétion, la CNT lance une violente campagne contre le pacte et contre les fameux « accords secrets » qui ne sont pas pour rien dans l'extraordinaire pacte de prestige de ces syndicats qui « se vendent pour un plat de lentilles ». Simultanément, la CNT entreprend une action juridique sur la base suivante : le patrimoine accumulé ayant été alimenté par la totalité des travailleurs espagnols, il ne saurait être distribué à des organisations qui ne représentent qu'une fraction des travailleurs ; d'autre part, le choix des résultats des élections aux comités d'entreprise comme critère de représentativité est délibérément politique puisque la CNT a choisi l'abstention à ces élections (4).

L'administration étant à peu près aussi rapide en Espagne qu'en France, ce n'est que maintenant, un an et demi après le recours de la CNT, que l'Audience nationale vient de rendre son verdict : c'est la CNT qui a raison et le versement des fameux huit cents millions de pesetas est illégal ! On parle même de restitution des sommes versées à ce jour !

Les bénéficiaires de la « mane » gouvernementale ont bien entendu fait appel au jugement, mais juste au moment où reprennent les élections syndicales, il s'agit d'un camouflet dont ils se seraient bien passés ! En tout cas, affaire à suivre.

(1) Il s'agit de l'Accord national pour l'emploi, au terme duquel les syndicats acceptent des augmentations de salaire inférieures à la hausse des prix, ainsi qu'une totale liberté de licenciement, alors que les patrons ne s'engagent que très vaguement à des créations d'emplois.

(2) Presque cinq milliards de centimes.

(3) Il s'agit des retenues obligatoires sur les salaires qui étaient versées au « syndicat » fasciste CNS durant toute la période franquiste.

(4) Sans que la CNT puisse « capitaliser » la totalité de ce résultat, l'abstention a atteint 60% !

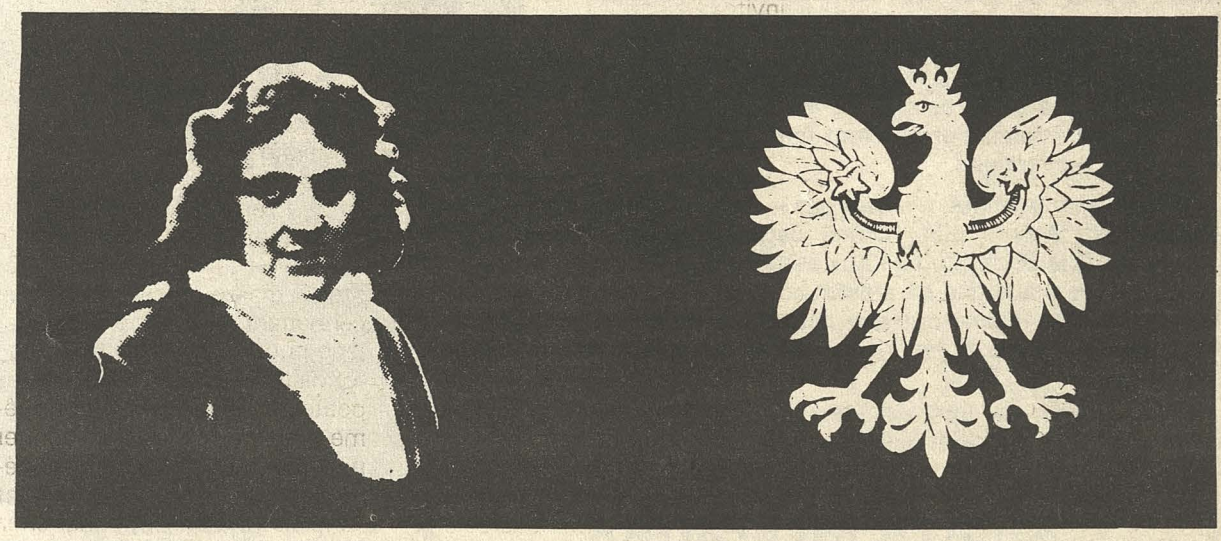
L'ETAT POLONAIS JUGE ROGER NOËL

LORSQUE cet article paraîtra, Roger Noël sera passé en procès à Varsovie les 22 et 23 novembre et nous ne connaîtrons que plus tard le verdict.

Quel que soit le résultat de ce procès, les anarchistes, de France et d'ailleurs, continueront d'exercer une pression internationale jusqu'à sa libération, et plus largement jusqu'à la fin de la répression contre Solidarnoŝc.

Faisant suite aux campagnes de solidarité avec Roger Noël, la FAF a — pour sa part — envoyé une délégation auprès de l'ambassade de Pologne à Paris le 19 novembre 1982. Cette délégation était munie d'un dossier complet sur l'affaire Roger Noël, regroupant des articles de soutien et accompagné d'une note de protestation. Après une heure d'entretien avec nos compagnons, l'ambassade a refusé de transmettre ce dossier aux autorités polonaises.

Il nous paraît utile de publier, dans ces colonnes, des extraits de la « lettre ouverte aux amis de la liberté » de Roger Noël. Lettre ouverte qui retrace bien son état d'esprit à la veille de son procès.



Il y a trois jours, j'ai fêté dans ma cellule de prison Mokotov à Varsovie un bien triste anniversaire : trois mois de privation de liberté. Près de cent jours maintenant que j'ai été arrêté pour avoir tenté de livrer un émetteur FM aux animateurs de Radio-Solidarnoŝc. Il est peut être utile de vous rappeler les motifs et le contexte qui m'ont poussé à risquer ma liberté pour aider mes compagnons syndicalistes polonais.

Depuis 1978 et durant plusieurs années, j'ai lutté en Belgique, mais aussi dans le cadre de l'Union européenne des radios libres (UERL) pour qu'existe ce formidable outil d'expression et de communication sociale qu'est la radio locale non publicitaire. Partant du constat d'opposition entre le droit des gens et la loi de l'Etat, j'ai commencé mon action dans l'illégalité sans pour autant cultiver le mythe de la clandestinité. « On a raison de se révolter contre une loi injuste. » Mais dès qu'il fut possible, les radios libres sont apparues au grand jour avant de presser le Parlement à changer la loi qu'elle s'accorde avec la volonté de la majorité des citoyens. Pendant la première période du mouvement des radios, j'ai été — comme beaucoup d'autres amis — confronté à l'appareil judiciaire : saisie d'émetteurs, interrogatoires, inculpations, perquisitions policières... Quand on vit dans une réalité sociale qu'on n'a pas choisie, mais qui nous est imposée à la naissance, et qu'on veut la transformer dans un sens de progrès, il est indispensable de savoir affronter ces moments difficiles de répression sans s'y laisser enfermer. Le moteur de l'histoire est fait de ces milliers d'individus qui s'engagent et prennent leurs responsabilités.

Pendant les dix-huit mois de la relative ouverture du « printemps polonais », Solidarnoŝc avait, selon certaines informations, envisagé de créer des radios libres syndicales. En dernière analyse, cette stratégie fut rejetée, jugée inutilement agressive envers les autorités. Le décret sur l'état de guerre a, entre autres, suspendu (mot pudique qui signifie interdit) toutes les publications syndicales, les militaires enfermant dans l'illégalité toute communication d'envergure entre le mouvement et la société. Une fois de plus, la couverture morale semblait indispensable puisque dans le libellé, ce n'était pas la liberté d'expression qui était en cause, mais la diffusion de « fausses nouvelles ». Justice arbitraire dans un Etat arbitraire qui se donnait pour tâche de départager l'information vraie, le commentaire et la « fausse nouvelle ». Vous devinez aisément tous les excès possibles de la définition même du terme de « fausse nouvelle ». Néanmoins, le pouvoir communiste semble très attaché à la protection de la crédibilité des lambeaux de légalité. Ici, en Pologne, vous ne pouvez imaginer les immenses périls qu'encourent ceux qui écrivent, impriment ou distribuent des tracts ou des journaux non officiels. Vous êtes des dizaines de milliers en Belgique à avoir régulièrement ou occasionnellement distribué des tracts culturels, sociaux ou politiques. Savez-vous qu'aujourd'hui, sous le régime militaire, le Codex (tarification des peines) prévoit un emprisonnement de trois à cinq ans pour ce geste simple de démocratie !

Face à cette situation, l'option « radio libre » fut à nouveau examinée et finalement s'imposa pour la première fois à Varsovie. Cet outil d'expression était nettement moins « coûteux » en femmes et en hommes. Son audience était également beaucoup plus large que l'écrit. Un groupe relativement réduit pouvait « informer » une ville entière. Le formidable écho populaire aux premières émissions de Radio-Solidarnoŝc l'a confirmé avec éclat. La communication sociale allait, par ce moyen, sortir de la confidentialité pour émerger sur la place publique de façon globale. Nul ne niera l'importance déterminante de Radio-Solidarnoŝc dans la mobilisation des manifestations des 1er et 13 mai 1982. Le pouvoir militaire l'a également compris, qui a concentré des forces policières de grande importance (tant en quantité qu'en qualité) sur la chasse aux « radiolibristes » polonais. Cette volonté militaire a débouché quelques mois plus tard sur l'arrestation de ce qu'on appelle le « groupe Romachevski ». Radio-Solidarnoŝc n'a cependant pas été anéantie. Pour preuve, les émissions qui ont suivi les arrestations et la naissance de consœurs dans d'autres villes telle la citadelle ouvrière de Gdansk

Les motifs qui m'ont poussé aux côtés de mes compagnons de Radio-Solidarnoŝc sont simples. Ayant moi-même connu les heures (bien moins dangereuses) de l'illégalité en Belgique, je connaissais le prix d'une aide fraternelle extérieure. Ma conscience m'empêchait de faire de la radio locale à Bruxelles, confortablement installé dans mon fauteuil, pendant que d'autres, à un peu plus de mille kilomètres, risquaient la prison pour le même idéal. Au-delà des « bonnes paroles » que s'apprêtaient à répandre sur le cadavre de Solidarnoŝc certains milieux politiques, je me devais de dépasser le discours pour déboucher sur l'acte. « Je ne peux être libre tant qu'un seul homme ne l'est pas », écrit Bakounine.

Mon objectif n'était pas prétentieux. Simplement, aider, dans la mesure de mes faibles moyens, un mouvement autogestionnaire écrasé sous la botte militaire, mais pas encore abattu.

Tout au long de l'instruction judiciaire, j'ai eu la désagréable impression que les autorités polonaises n'étaient pas d'accord entre elles sur mon sort. Ainsi, durant ces trois mois, les promesses se sont succédé sans jamais déboucher sur quoi que ce soit de concret. Promesse de libération sous caution fin août début septembre, fin septembre début octobre, jusqu'au Prokureur chargé de l'instruction qui m'affirmait avec une belle conviction, vers le 25 septembre, que cela n'était plus qu' « une question de jours ». Outre la traditionnelle tactique policière (dis-nous tout et on arrangera l'affaire), je crois qu'il s'agit bien d'une mésentente au plus haut niveau politique polonais sur l'instrumentalisation possible de mon arrestation. Aux dernières nouvelles, il semble que le choix du procès se soit imposé. L'analyse qui suit est au conditionnel. Je ne possède aucune information fiable qui garantisse sa justesse. Deux tendances se seraient affrontées jusqu'à cette prise de décision (sans doute le 1er octobre). Le ministère de l'Intérieur (MSW) estimerait les trois mois d'incarcération et le paiement d'une caution élevée comme suffisamment dissuasifs. De son côté, la Prokurature générale (justice militaire) jugerait indispensable une condamnation formelle avec comparution devant la cour militaire. Cette option mérite une approche plus approfondie. Il est évident que mon procès est principalement destiné à une utilisation politique de propagande. Ce qui est moins évident de prime abord, c'est que ce n'est pas directement la société polonaise qui est visée par cette opération. Bien sûr, la sentence du tribunal permettra de réaffirmer face à la population l'autorité de l'Etat, mais c'est un secret de polichinelle que nombre de voyageurs venant de l'Ouest fournissent (à titre individuel) une aide logistique indispensable à Solidarnoŝc (matériel d'imprimerie, papier, encre, publications...) et permettent en retour de faire sortir des informations sur la situation réelle du pays. Ce seront eux qui seront la cible de mon procès.

Il me faut envisager deux dénouements possibles. Le plus optimiste verrait la cour militaire prononcer une sentence de prison assortie du paiement d'une caution. Je serai alors renvoyé en Belgique dans les jours qui suivent la dernière audience. La plus pessimiste des solutions me verrait condamné à plusieurs années de prison avec l'obligation de purger ma peine en Pologne. Inutile de vous préciser que cette « solution » m'angoisse profondément.

Je tiens à remercier ici tous les individus qui se sont engagés, à quelque niveau que ce soit, pour tenter d'obtenir mon retour en Belgique, particulièrement mes camarades libertaires.

Roger No

L'AIDE A LA RECHERCHE

UNE analyse point par point de la politique de l'actuel ministère de la Culture serait fastidieuse et déborderait le cadre d'un simple article. Il apparaît plus intéressant d'en choisir quelques aspects. Le choix est évidemment arbitraire, mais il permettra de montrer cette politique sous un éclairage différent de celui sous lequel on veut bien nous le présenter.

Il n'y a pas d'aide à la création

On sait qu'il n'y a jamais eu en France d'aide à la création. L'arrivée du nouveau ministère avait fait espérer qu'il y en eût. Utilisant tous les moyens de conditonnement en sa possession, le nouveau ministre nous a fait croire qu'enfin un gouvernement, de gauche, aidait efficacement la création. Or il n'en est rien.

L'Etat ne dynamise pas la création, mais met tout en œuvre pour développer le mouvement associatif chez les plasticiens. C'est un choix politique : encourager la création serait encourager son pouvoir subversif, alors que le milieu des créateurs est au bord de la révolte. Le désintérêt des pouvoirs publics à son égard l'a petit à petit plongé dans une grande misère morale et matérielle. Encourager la création dynamiserait cette révolte ; développer le mouvement associatif a pour effet de la calmer. Le ministère espère, avec raison, que les associations sauront canaliser la révolte des artistes, trouveront des paliatifs, serviront de médiateurs et pourront être controlées par le biais des subventions.

En fait, cette politique n'aidera pas la création, mais la desservira encore plus. D'une part, l'argent qui aurait dû aller à la création ira aux associations ; d'autre part, elle n'aidera que les artistes adaptés à la fonction associative, et surtout elle détournera de nombreux artistes de la création vers la fonction associative.

Politiquement, elle aura un autre avantage pour les socialistes : les associations sont un lieu privilégié de manipulations et de magouilles dans lesquelles ils sont passés maîtres.

L'aide à la recherche

Secondaire quant à son budget, l'aide à la recherche n'en est pas moins révélatrice d'une politique visant à dévitaliser l'art. Comme on le verra, là aussi la chose est politique.

On peut réduire cette aide en deux grands centres d'intérêt. Le premier est relatif aux œuvres d'art : « Recherches sur l'apport des nouvelles technologies à la création (informatique, laser, holographie...), ainsi que les matériaux utilisés par les plasticiens. »

L'éventail de la recherche artistique est immense ; en revanche, le choix du ministère est restreint. Bien sûr, on ne pouvait aider toutes les recherches artistiques. Cependant, celles qui sont choisies vont prendre une place prépondérante. Le choix du ministère se tourne vers des recherches qui nécessitent un gros investissement technologique. Ce choix va donc obliger les artistes travaillant dans cette direction à se prolétariser. En effet, ne pouvant pas investir, ils vont tomber sous la coupe des industriels.

De plus, parmi les premières recherches mises en place, l'orientation est surtout axée vers l'informatique, ce qui veut dire que l'exploitation de ces recherches artistiques va rapidement se diriger vers l'industrialisation du produit. Standardisation de l'objet reproduit à grande échelle avec probablement des variantes pour conserver la notion d'unicité du produit. Cette notion d'unicité permettra de garder fictivement au produit sa pseudo-spécificité artistique. Cela va bien plus loin que l'escroquerie à la lithographie à grand tirage qui fleurit depuis des années.

Cette notion d'industrialisation de l'art est confirmée par le deuxième centre d'intérêt de l'orientation de l'aide à la recherche du ministère. Il s'agit, dans leur jargon, de « l'environnement socio-économique de la création »

ou : « Le problème majeur est celui du marché des œuvres d'art et des circuits de commandes ; par exemple, doivent être abordées des recherches sur le goût du public... »

En clair, c'est une étude de marché au niveau national. Jusqu'à présent, l'artiste créait avec son intelligence et sa sensibilité, puis essayait d'imposer sa façon de voir. Evidemment, les marchands d'art essayaient d'imposer aux artistes leur orientation, mais l'artiste a encore ses chances et pouvait se battre seul. Bientôt, avec une étude de marché systématique (qui d'ailleurs nivellera le goût par le bas), couplée à un art informatisé, outil idéal pour répondre à la demande du marché, on va pouvoir industrialiser l'art et prolétariser l'artiste.

Il apparaît donc que la seule différence entre un ministère de la Culture de droite et un autre de gauche, c'est que les socialistes osent faire ce que la droite n'avait pas encore osé.

La décentralisation

Dans l'art comme dans les autres domaines, le cheval de bataille du gouvernement est la décentralisation. Faire une analyse politique générale de cette question n'est pas nécessaire, d'autres l'ont fait. Ses conséquences politiques spécifiques à la culture paraissent difficiles à analyser pour l'instant. En revanche, des retombées immédiates sont faciles à constater ; elles étaient d'ailleurs prévisibles.

Il faudrait peut-être dire un mot auparavant sur cette décentralisation. En bref, c'est un véritable sac de nœuds. L'expression est populaire, mais significative. Elle est même au-dessous de la réalité. Entre les Directions régionales des Affaires culturelles (DRAC), les Fonds régionaux d'acquisition d'œuvres d'art contemporain (FRAC), les fonds régionaux d'acquisition des musées (FRAM), le FIACRE dont une partie du budget est régionalisé, et j'en passe. C'est un véritable labyrinthe. On finit quand même par s'y retrouver si on n'a pas peur du mal de crâne. Le bouquet revient quand même au 1%, cette fameuse loi qui attribue ce pourcentage du montant de la construction d'un établissement scolaire à une œuvre d'art. Cette loi est maintenant non seulement étendue à tous les ministères, mais chacun d'eux a des instances de décision différentes et même des instances de décision différente à l'intérieur des ministères suivant le budget attribué. De plus, pour que les informations puissent circuler entre les régions, toutes seront centralisées au ministère de la Culture, à Paris, puis rediffusées entre les régions. La simplicité même...

Mais l'analyse de ce monument du génie français qu'est la régionalisation au sein du ministère de la Culture peut être épargnée à ceux qui savent comment chez nous la réalité simplifie les choses.

En fait, autrefois, il y avait des gros sous à Paris et des petits sous en province. Alors, à Paris il y avait les gros (artistes, marchands, etc.) qui magouillaient (copinage et compagnie) pour avoir les gros sous, et les petits qui grappillaient des miettes grâce au système D. En province, il y avait ceux qui savaient utiliser le copinage et la pression des élus locaux pour voir un peu de petits sous. Maintenant, la mêlée va être générale : ce qu'on appelle, en rugby, une mêlée ouverte va même tenir du football américain. Les gros de Paris vont essayer d'avoir les gros sous de province et vont s'affronter aux petits copains locaux. Pression des élus locaux, pression au niveau des ministres. Copinage, magouilles en tout genre, le champ de manœuvres va être généralisé pour notre sport national : la foire d'empoigne.

Aucune exagération dans cette description : les faibles échos qui commencent à nous parvenir de nos lointaines provinces confirment les pronostics.

Voilà pour quelques aspects significatifs de l'actuel ministère de la Culture. D'autres aspects auraient pu être analysés notamment les accords passés entre la délégation aux arts plastiques et les chaînes de télévision, aspects d'autant plus intéressants qu'ils auraient pu être comparés aux méthodes des radios libres (notamment Radio-Libertaire) vis-à-vis des arts plastiques.

Servin (plasticien)

NOTES DE LECTURE

« LES PROBLÈMES DU COUPLE »

par Jeanne Humbert

LE texte que nous propose aujourd'hui Jeanne Humbert s'inscrit en droite ligne d'une vie et d'une œuvre tout entière tournée vers la libération de l'homme, de la femme, de l'humanité et lorsqu'on la lit on a l'impression de voir défiler devant nos yeux toutes les luttes qui, dans ces cent dernières années furent menées contre l'abrutissement collectif des masses et que jalonnent des hommes qui ont construit un pan de notre histoire et je pense à Paul Robin, à Eugène Humbert, à Sébastien Faure et à tant d'autres dont elle rappelle le souvenir.

Le néo-malthusianisme impulsa toute sa vie militante et, entre les deux grands carnages mondiaux, elle multipliera les articles de presse et les conférences, activités qui la mèneront à Saint-Lazare, la prison des femmes, ce qui la conduira à écrire *Le Pourrissoir*, un livre préfacé par Victor Margueritte pour lequel je garde de la tendresse car ce fut un des premiers ouvrages libertaires que j'ai lus. Mais ce qui domine ses ouvrages, c'est incontestablement deux biographies, celle de Sébastien Faure et celle d'Eugène Humbert, qui restent des jalons indispensables à l'histoire de l'anarchie.

Ce texte qu'aujourd'hui elle nous propose pose les problèmes du couple. Elle le fait avec sa liberté d'esprit habituelle. Pour elle, le couple est harmonie dans la diversité des êtres. Elle examine l'amour sous ses multiples facettes sans oublier ce qu'elle nomme « les voluptés de l'âme » qui sont l'indispensable complément à l'harmonie des corps. Bien sûr, l'homme et la femme sont différents ; l'auteur le constate sans donner dans un égalitarisme primaire. Elle analyse en quoi ils sont distincts et complémentaires, et pour définir leurs rapports elle use du beau mot d' « équivalence » qu'elle oppose à « cette désignation facile et galvaudée d'égalité ». Pour elle, le couple doit conserver pour chacun de ses membres « leur intégralité essentielle ». Et dans ce passage, on sent le regard désabusé qu'elle porte sur tous les jugements définitifs.

Elle ne manque pas de nous expliquer en quoi la sexualité de l'homme et celle de la femme diffèrent et ont des répercussions sur leur comportement. Et de souligner qu' « à cette concordance des sens, il faut réussir aussi l'affinité dans les autres relations », tout en se gardant du sentiment de possession qui détruit tant de couples.

Mais à la philosophie du couple s'oppose le mode d'existence dans la société contemporaine et Jeanne Humbert nous trace un sombre tableau de ce monde que nous vivons qui ne laisse plus de place à l'amour des proches pas plus qu'à l'amour du genre humain.

Dans la seconde partie de son ouvrage, Jeanne Humbert revient au problème des naissances qui marque une partie importante de son œuvre. Le problème qu'elle pose est clair ! Doit-on laisser se développer la natalité dans une indifférence qui risque de mettre en péril le genre humain ? Elle répond non et elle nous informe sur les moyens de n'avoir que des enfants désirés. Le tableau qu'elle nous brosse de ces naissances dues au hasard et à l'inconscient est pitoyable, et c'est justement son amour des enfants qui la pousse à une sage sélection qui permet à tous les êtres de trouver dans la société des conditions de vie enrichissantes. Elle condamne avec virulence toute cette propagande qui pousse les sociétés à une politique de la natalité utilitaire à des fins impérialistes et ce n'est pas par hasard que Jeanne est également une militante pacifiste ardente.

Ceux qui ont lu Jeanne Humbert connaissent son écriture claire et nette. *Les Problèmes du couple* (1) sont de la même veine. J'ai lu ce texte avec plaisir et penser que notre doyenne peut avoir conservé cette vivacité et cette fraîcheur de sentiment, malgré les ans, nous confirme que la pensée libertaire conserve une éternelle jeunesse. Je vais conserver ce livre à portée de main pour le faire lire à tous ces jeunes gens pour qui les problèmes du couple sont réels. Faites donc comme moi.

Maurice JOYEUX

(1) Editions Le Réfractaire.

PAROLES & MUSIQUE

LA SEULE REVUE MENSUELLE DE CHANSON VIVANTE DU MONDE FRANCOPHONE

IL fallait être rudement gonflé pour se lancer, en juin 80, dans l'aventure *Paroles et Musique*. La revue *Chanson*, lancée par Lucien Nicolas, venait de s'éteindre par manque de moyens, et voilà qu'un animal se relance dans le combat pour essayer que cette chanson qui vit, qui est souvent boycottée par les médias traditionnels, cette chanson que nous on aime et qui fait plus de 80% de la programmation musicale de Radio-Libertaire, puisse se faire connaître. Il faut reprendre le numéro un pour comprendre combien c'est avant tout l'histoire d'amour d'un individu : article sur Paco Ibañez ? Signé Fred Hidalgo. Jacques Bertin au Petit Forum ? Fred Hidalgo. Claire ? Entretien Fred Hidalgo. Celui avec Anne Sylvestre ? Fred Hidalgo, etc. Trois articles de François Possot et un de Mauricette Lhermitte (mais ne serait-elle pas Mauricette Hidalgo, « gérante » du journal dont Fred Hidalgo est le « rédacteur en chef » ?).

C'est tout dire. Au fil des numéros, le nombre des collaborateurs s'est étayé pour nous offrir chaque mois une revue diversifiée et toujours fidèle à son premier édito : « Seules la qualité, la parole et l'actualité nous guideront. Pas de dosage savant entre les très connus et les peu et pas du tout, entre les « nationaux » et les « régionaux », entre les Français et les non-Français, entre les hommes et les femmes. Rien que la parole, rien que le talent, rien que la chaleur humaine, rien que la vie... Rien que la chanson. »

Nous venons tout juste de recevoir le numéro 24, avec un dossier consacré à Colette Magny, puisque chaque mois un artiste fait « la une ». Et il y en a eu des copains qui y ont eu droit. Au hasard : Debronckart, Lavilliers, Renaud, Caussimon, Tachan, Béranger, Higelin, Brel... qui ont côtoyé, dans des articles moins longs mais tout aussi documentés, Jehan Jonas, Claire et Pascal Genneret, Louis Capart, Anne Vanderlove, Gilles Vigneault... Mais on n'en finirait pas de tous les citer.

D'une manière générale, chaque numéro comprend un éditorial, souvent axé sur l'actualité de la chanson, des chroniques de disques et de livres, des articles de fond sur des chanteurs ou des manifestations de la chanson, des rubriques en alternance (chanson par thème, chanson et histoire, chanson et enfants, coulisses de la chanson...), la liste des concerts du mois, etc. Et puis il faut insister sur l'effort de présentation et le sérieux de toute l'équipe qui l'édite, car aujourd'hui *Paroles et Musique* ce n'est plus un individu, mais bien un collectif (1).

Paroles et Musique est une revue qui donne envie d'être lue jusqu'au bout parce qu'elle est agréable à voir — papier glacé et mise en page impeccable —, et lorsque vous passez une commande, elle vous parvient pratiquement par retour de courrier.

Tous ceux qui écoutent Radio-Libertaire trouveront avec *Paroles et Musique* nombre de points communs. Pour ceux qui ne peuvent nous capter, il est certain que *Paroles et Musique* leur fera découvrir des talents qu'ils n'auraient même pas soupçonnés.

Bien que notre librairie, rue Amelot, en reçoive quelques exemplaires que vous pourrez consulter, *Paroles et Musique* ne se trouve pas dans le commerce (être diffusé en kiosques coûte cher aux petits journaux !) Pour s'y abonner, il suffit d'envoyer 150 F à *Paroles et Musique*, Herville, 28270 Brezolles. N'hésitez pas.

Groupe Fresnes-Antony

(1) Le comité de rédaction du dernier numéro est composé de : Rénald Destrez, Jacques Erwan, Fred Hidalgo, Mauricette Hidalgo, Yves Lecordier, Marc Legras, Erwan le Tallec, Régine Mellac, Lucien Nicolas, Philippe Quinton, Jacques Vassal. Ont également participé à la réalisation du numéro : Catherine Audoin, Didier Pinot, Marc Robine, Michel Trihoreau, Bernard Villiers.

Sommaire

PAGE 2
Activités des groupes F.A.
PAGE 3
En bref
Des nouvelles du front
Editorial
Communiqué
PAGE 4
A rebrousse-poil
Association d'artistes et politicards
PAGE 5
Pour une agriculture de remplacement
La case de l'oncle Tom
PAGE 6
Université. Contre la nouvelle orientation...
PAGE 7
Le socialisme libertaire
La CGT et la production
PAGE 8
Andropov à la barre
Turquie...
PAGE 9
Informations internationales
PAGE 10
L'aide à la recherche
Notes de lecture
PAGE 11
Livres, spectacles...
PAGE 12
Fichage informatique

CHANSONS

PIERRE MERIC

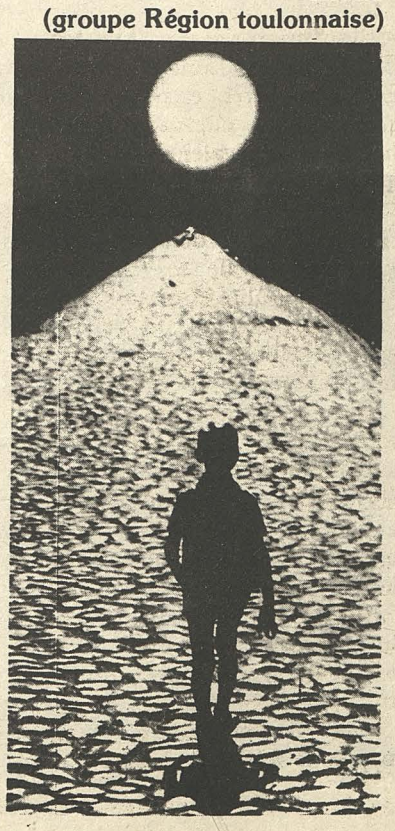
POÈTE, auteur, compositeur, interprète, anarchiste, tel se présente Pierre Meric. A travers son tour de chant intitulé *Blues gris*, il nous dépeint et nous chante une poésie réaliste où s'entremêlent révolte, espoir et amour, le tout avec sincérité et simplicité.

« Ton innocence en arme, ta tendresse rebelle éclateront les murs des sombres citadelles. Ta compagne, en dansant, retrouve son village dans la clarté du jour. Vos mains s'étaient nouées pour un simple voyage, à nous de combler votre amour. »

Pierre Meric anime Les Grands Chemins, une association culturelle qui, à travers théâtre, atelier chansons, éditions, etc., diffuse en dehors des sentiers battus et des schémas préfabriqués une culture qui se veut populaire et ouverte à la vie. Et de conclure : « Si les bourriques du « bon choix » nous clouent sur des voies de garage, je rejoindrai tous les parias avec ma musique à message, en prenant révolte. A l'ouvrage, un beau matin, on les aura.

Pierre Meric, un poète et un chanteur à découvrir.

Bruno
(groupe Région toulonnaise)



SÉLECTION RADIO/T.V.

Attention ! Dans la sélection de la semaine du 25 novembre au 1er décembre 1982, un film exceptionnel est présenté le dimanche 28 novembre à 20 h 35. Il s'agit de *Douze hommes en colère* de Sidney Lumet, avec en tête de distribution Henri Fonda, dont c'est peut-être le meilleur rôle. Mais il faut être vigilant, car, sans vouloir défloreer le sujet pour ceux qui vont découvrir ce film, on peut indiquer que deux sujets au moins y sont traités : le problème de la justice (un homme peut-il en juger un autre ?) et une démonstration de la technique de dynamique de groupe. Donc, n'oubliez pas de prendre vos lunettes à double foyer.

De « grands » changements se préparent qui vont bouleverser les télespectateurs. Entre autres, FR3 programmera désormais les actualités régionales à 19 h 10 au lieu de 19 h 20 (!) et ouvrira ses fenêtres à la publicité : avant et après 20 h... Quant à TF1, *Dallas* prendrait la place de *Droit de réponse* et vice-versa.

Heureusement, de temps en temps quelques émissions émergent de la grisaille de l'ennui. Ce fut le cas du dossier Wallenberg, traité remarquablement : quarante ans après, l'horreur des génocides perpétrés par le nazisme nous sautent au visage d'une manière insupportable, et l'héroïsme de Wallenberg ne doit pas masquer la lâcheté (ou la complicité) de millions d'hommes qui n'ont rien fait ! De même Auschwitz ne pourra jamais excuser Chatila. La frange entre le destin de la victime et celui du bourreau est vraiment très mince. Quand l'humanité sortira-t-elle de la bestialité ?

RADIO

— *France-Culture :* le 25 nov. à 20 h : *Pique-Nique*, une pièce de Henri Danon. L'angoisse du tête-à-tête au sein d'un couple.

Les 26 nov., 3 et 10 déc. à 14 h 45 : les inconnus de l'histoire. Aujourd'hui, Joseph Fievee, éminence grise de Bonaparte, dont la carrière politique fut assez extraordinaire.

TÉLÉVISION

— *TF1 :* le 25 nov. à 19 h 05 : *Requiem* en ré mineur de Mozart. L'œuvre musicale solennelle par excellence.

Le 28 nov. à 20 h 35 : *Douze hommes en colère* (1956), de Sidney Lumet. Voir introduction à la chronique.

Le 30 nov. à 20 h 35 : *Pelleas et Melisande*. Musique de Debussy, avec le texte intégral de Maurice Maeterlinck.

Le 1er déc. à 22 h 25 : *Le plus grand cinéma du monde*. Un reportage sur le cinéma commercial indien, qui figure en tête de la production mondiale. Exemple : 750 films produits en 1981.

— *A2 :* le 26 nov. à 23 h : *L'Impératrice rouge* (1934), de Joseph von Sternberg, avec Marlène Dietrich. Un film somptueux et baroque.

Le 28 nov. à 21 h 35 : *Vivre au Sahara*. Un des rares documents sur les Sahraouis et le Polisario.

— *FR3 :* le 25 nov. à 20 h 35 : *Agora : la liberté d'arriver*. La majorité sexuelle vue en France, en Suisse et au Québec.

Le 29 nov. à 20 h 30 : *Le Diable par la queue*, de Philippe de Broca. C'est une rediffusion, mais nous recommandons particulièrement le jeu de Montand dans un contre-emploi.

Le 1er déc. à 21 h 35 : *L'œuvre et la vie de Woody Allen*. Peut-on encore découvrir quelque chose de neuf sur le réalisateur de *Bananas* ?

RADIO-LIBERTAIRE

Dorénavant, vos chèques sont à libeller à l'ordre de DMC, CCP 25 145 19 D Paris, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

SPECTACLES

• Colette Nicolas et Alain Aurenche, au théâtre de la Huchette, 23, rue de la Huchette, paris-5e, le dimanche 28 novembre à 17 h.
• Jean Guidoni sera le 4 décembre à Sartrouville.
• Joan-Pau Verdier, le 26 novembre à Sevran.
• Jacques Debronckart, les 2 et 3 décembre à Tours ; les 9, 10 et 12 décembre à Toulouse.
• Bernard Haller, à Bobino, à partir du 30 novembre.

Quelques invités de Radio-Libertaire

• Le 25 novembre : (8-12 h) : Manuel Campos et Colette Nicolas ;
(16-18 h) : le groupe « Actus » ;
(20-22 h) : Wally, sur l'Afghanistan.
• Le 26 novembre : (14-19 h) : Maurice Reverdy ;
(22-24 h) : Christian Zeimert, du groupe « Panique ».
• Le 29 novembre : (18-22 h) : Francisco Ferrer. L'école rationaliste, avec Fernando.

QUE ce soit les séries télévisées de la BBC ou bien les productions cinématographiques d'outre-Manche, les Britanniques nous ont, de longue date, habitués à un humour décapant, vitriolant, où toute substance institutionnelle semble irrémédiablement sombrer sous le sarcasme. Fidèle à cette forme d'humour, Lindsay Anderson nous entraîne dans un univers loufoque ou un des plus beaux fleurons de la couronne britannique en matière de santé, le vénérable *Britannia Hospital*, semble être le fidèle reflet de notre vieux monde, à savoir la quintessence de toutes les contradictions d'une société abordant plutôt mal que bien le grand tournant du XXIe siècle. Un grand hôpital, donc, dans lequel toutes les formes d'urbanisme sont représentées : des plus médiocres — où les salles communes font office de grands mouroirs — et des plus modernes où des patients achètent leur droit de résidence, s'offrant ainsi un cadre confortable et une thérapeutique des plus sophistiquées. Un univers « protégé » dans lequel, au cours d'une commémoration, se déroulent une suite d'événements inattendus, burlesques, tragi-comiques, et où la présence de la reine du Royaume-Uni et celle d'un dictateur africain, prisant la thérapeutique occidentale, provoque tout une suite de rebondissements. En bref, un film-catastrophe, un film-farce, où le spectateur ne s'ennuie pas. A voir.

Régis

FICHAGE : LE PRÉTEXTE TERRORISTE

L'INFORMATIQUE

LES lois, c'est bien connu, sont faites pour être violées, non pas par le commun des justiciables, bien sûr, mais par ceux-là même qui les édictent. Ainsi, c'est en toute illégalité que le pouvoir et sa flicaille ont entrepris la mise en place du « fichier central contre le terrorisme ». Ces messieurs ont déjà engrangé dans les bobines de leurs ordinateurs des renseignements qui concernent 25 000 personnes. Or en vertu de la loi de 1978 qui traite de la question, la Commission nationale de l'informatique et des libertés aurait dû être préalablement avertie et consultée. Comme l'écrit bien gentiment *Le Monde*, l' « erreur » a été réparée et MM. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la Sécurité publique, et Paul Roux, directeur central des Renseignements généraux, ont planché le 16 novembre devant ladite commission.

Faut-il rappeler que les politiciens qui nous gouvernent aujourd'hui étaient, avant le 10 mai 1981, les chevaliers sans peur et sans reproche de la lutte pour les droits de l'homme, de la défense du citoyen contre les abus de pouvoir ? Ils furent les plus ardents à dénoncer les dangers de l'informatisation de la société, à soutenir la mise en place de la CNIL et à exiger qu'elle fonctionne correctement. Aujourd'hui, ces messieurs ont remis leurs grands principes dans leurs poches et leurs discours électoraux par-dessus.

Le petit BKA socialiste

Le fichier made in France sera, n'en doutons pas, le petit cousin germain du grand BKA d'outre-Rhin. Bien sûr, pour atteindre la carrure athlétique de celui-ci, il lui faudra manger beaucoup de la soupe préparée par les flics de la PJ et des RG et les barbouzes de la DST et de la DGSE. Les Allemands, très méthodiques, ont mis sur pied un système gigantesque où deux millions de personnes sont fichées. Avec l'objectif de soixante mille noms qu'il annonce, M. Franceschi est beaucoup plus modeste, mais non moins inquiétant.

Un quart de Français, trois quarts d'étrangers, telle est la proportion prévue pour ce fichage. On peut légitimement se demander sur quoi se fonde M. Franceschi pour avancer d'ores et déjà de tels chiffres. Les prend-il sous son bonnet de police ? Se fie-t-il à son seul flair de premier flic de France adjoint ? Et de quels citoyens s'agit-il ? Ce ne sont tout de même pas tous des porteurs de bombes et de mitraillettes car, quinze mille, ça ferait du boucan dans le pays !

De toute évidence, il s'agit de ficher quinze mille terroristes « potentiels ». Le « socle de l'édifice », nous dit-on, serait le fichier « violence politique » des RG qui comporte deux mille noms, ce qui est déjà tout un programme. On nous affirme qu'il sera expurgé de « toute maladie infantile du gauchisme », c'est-à-dire, en clair, de ceux qui, après 68, ont tranquillement regagné leurs pénates bourgeoises et à qui on veut bien pardonner les frasques de jeunesse. Mais par ailleurs, les RG prévoient déjà que les « proportions politiques » du fichier seront d'un « bon tiers pour le terrorisme international, autant pour l'extrême gauche, le reste pour le séparatisme et l'extrême droite ».

La chasse au terroriste... potentiel

Alors comment dénicher, comment identifier le terrorisme « potentiel » ? Comment trouver au sein de la population quinze mille individus répondant aux critères, présentant le « profil » ?

La méthode allemande, n'en doutons pas, servira de référence. Il s'agira d'abord de ratisser tous les terrains où, selon la doctrine officielle, peuvent germer les graines de violence. Les libertaires, vous le pensez bien, n'échapperont pas à cette haute surveillance, ni tous ceux qui, dans un domaine ou un autre, sont catalogués comme contestataires virulents, les antinucléaires par exemple.

Il faudra ensuite décortiquer la personnalité de chaque suspect, connaître ses opinions, son caractère, ses relations. Ainsi risque d'être fiché celui qui, par une sorte d'enchaînement « logique », à partir de ses convictions et de sa psychologie, pourrait, selon la flicaille, devenir un terroriste. Et aussi celui qui fréquente des individus qui pourraient, etc., etc.

Si votre analyse vous conduit à ne voir d'autre solution aux problèmes actuels qu'un changement radical de société, que vous le proclamiez et que vous agissiez en ce sens, vous présentez là des caractéristiques qui pourraient bien justifier un fichage. De même si, autre exemple, votre tête a heurté violemment une crosse de gendarme mobile lors d'une manifestation de sidérurgistes ou d'antinucléaires.

Pour obtenir quinze mille noms, la police va tisser sa toile sur l'ensemble de la population. La logique de l'opération est telle que, de fil en aiguille, de filature en inquisitions, la collecte des renseignements concernera toujours plus de gens. Et notre petit BKA deviendra gros. Irrésistiblement.

Le pouvoir peut difficilement nous faire croire que son seul objectif, avec la mise en place de ce fichier central informatisé, est la lutte contre le terrorisme. Certes, il souhaite contrer la droite sur ce terrain et réfuter les accusations de laxisme. Mais la décision avait été prise en mai, c'est-à-dire avant la vague d'attentats meurtriers de l'été, opérations conduites par des gens qui manifestement ont les moyens de déjouer toute surveillance policière.

Alors, le but inavoué n'est-il pas de confectionner un outil performant pour la répression, à toutes fins utiles, la crise économique pouvant déboucher sur une situation explosive ? Il sera d'autant plus aisé de passer du fichage de « contestataire dangereux » à celui de syndicaliste combatif que patrons et RG collaborent depuis toujours.

Ainsi, dans ce domaine comme dans bien d'autres, la gauche au pouvoir a réussi à faire encore « mieux » que la droite. Et le premier flic de France socialiste et son adjoint pourront refiler le précieux héritage aux successeurs que l'alternance nous promet. Il pourrait s'en trouver de particulièrement musclés qui n'hésiteront pas à ficher les militants... du PS !

S. BASSON